

REVUE MENSUELLE

N° 5. MAI-JUIN 1942



LE
CAHIER
* **JAUNE** *

Carte d'autorisation N° 284



SOMMAIRE

M. DANQUER DE FELLEPOIX.....	1
André Chaumon	
IL EST D'UNE NÉCESSITÉ IMPÉRIEUSE QUE LA QUESTION JUIVE SOIT RÉGLÉE.....	2
Paul Sétille	
LES DETTES DE ROTHSCHILD	4
Jean Gruels	
LES JUIFS COMMencent A PAYER	5
F. Desse	
QUAND L'ANGLETERRE OUTRÉE DES EXACTIONS DES JUIFS SE VENGEAIT DE « LA RACE MAUDITE »	7
Fernand Demore	
SERAIT-CE LA NOUVELLE TERRE PROMISE ?	8
René Rodin	
PARIS INCONNU	9
E.-L. Dugas	
LES JUIFS DANS L'HISTOIRE	11
Laurent Viglior	
L'OR, LE POUVOIR, LE SANG, LEVIERS D'ISRAËL	12
E.-L. Colin	
L'AGRICULTURE FRANÇAISE DANS LES RETS DE LA JUIVERIE	13
Henri Dufur	
LES JUIFS EN MÉDECINE.....	14
Dr Fernand Quermou	
LES ANGLAIS SE SERVENT DE MESUSES JUIVES COMME PORTE-BONHEUR	15
OU EST LA FRANCE DE PHILIPPE LE BEL ?.....	15
UNE PREUVE.....	16
LES ARYENS RÉDUITS AU SILENCE.....	17
P.-A. Costeau	
TRUCS ET ROUERIES JUIVES POUR TOURNER LA LOI	21
Georges Jacquol	
LA VIE DE L'INSTITUT.....	22
LE BOLCHEVISME ET LES OUVRIERS	23
Roger Matis	
- CHRONIQUE LITTÉRAIRE	24

M. DARQUIER DE PELLEPOIX

Haut-Commissaire à la Question Juive

C'est une bien heurieuse décision que vient de prendre le Maréchal et le président Laval en confiant à M. Darquier de Pellepoix le commissariat des questions juives.

Je ne suis pas un intime du nouveau commissaire, mais, comme beaucoup d'autres, j'avais eu la joie de le rencontrer au lendemain du 6 février 1934, à l'heure où les esprits se cherchaient pour tenter l'œuvre de la Grande Révolution Nationale.

Avec Darquier de Pellepoix, les Juifs sont connus : un homme qui n'a pas attendu des semaines tragiques de la débâcle pour affirmer son désir de limiter l'intrusion d'Israël dans tous les domaines de notre vie française.

D'aucuns prétendent parfois que la haine anti-juive chez nous n'est qu'une pâle copie du racisme allemand.

Les niais ! Ne savent-ils pas que de purs Français de France, et Darquier en est un, n'avaient rien à apprendre de quiconque à cet égard.

Appartenant à une vieille famille française du Sud-Ouest où le sang obéit du Rouergue se mêle à celui bouillonnant du Béarn et du Quercy, l'ansou du sol l'attache profondément aux grandes vertus de labeur et de fermeté de notre race.

Si Darquier de Pellepoix peut compter parmi ses aïeux des hommes comme l'antiquaire Darquier, membre de l'Académie des Sciences, et le colonel Darquier, de la Garde Impériale, qui chargea les Russes à Eylau avec son régiment, il peut compter aussi des paysans, des médecins, de bons artisans et ouvriers de France.



Notre but est de mettre notre peuple en état de se développer, le nouveau vivant son genre pur, en le débarrassant de la gangue de l'esprit juif, qui menace de déviation et d'abâtardissement le sang de la France.

M. Darquier de Pellepoix

Son antisémitisme n'est donc pas le préjugé propre à une classe aristocratique.

Il est fait de l'assentiment profonde de tous ceux : artisans, ouvriers qui en mille ans font la France et qui l'ont maintenue.

L'homme, lui, a 44 ans, il a fait les deux guerres, plusieurs fois cité à l'ordre de l'Armée.

Grand blessé du 6 février 1934 — il avait eu le fémur traversé par une balle — il n'a pas cessé depuis de subir de nouvelles interventions chirurgicales.

Dès sa sortie de l'hôpital au bout de cinq mois, c'est le 14 juillet 1934, pour faire face à la bande Stavisky, qu'il fonda le rassemblement anti-juif.

En plein front populaire sous la dictature de Léon Blum, il lança le journal *La France catholique* et multiplia ses activités à travers tout le territoire.

Elu au conseil municipal de Paris en 1935, il n'a pas cessé depuis de combattre pour le relèvement du pays et pour l'élimination du Juif.

Emprisonné pendant trois mois, sur l'ordre de Mandel, quelques semaines avant la guerre, l'heure de l'action réelle a enfin sonné pour lui.

Le voici maintenant commissaire à la question juive.

C'est avec émotion et joie que nous saluons l'entrée, place des Fêtes-Pères, du fier militant que fut Darquier de Pellepoix, aujourd'hui promu à la liquidation de la question juive

en France, sur l'ordre du Maréchal.

André CHAUMET.

Il est d'une nécessité impérieuse QUE LA QUESTION JUIVE SOIT RÉGLÉE

Le règlement de la question juive est un des articles principaux du programme de redressement de la France.

Ce n'est pas seulement, comme trop de chefs nous le pensent encore, un problème exclusivement français, mais, au contraire, un problème qui se situe dans le cadre européen, sinon mondial.

Que chacun soit bien convaincu, en effet, que la question juive ne pourra être réglée, pour le plus grand bien des États et des peuples, que du jour où les principales puissances auront adopté, pour la résoudre, des textes et des statuts analogues, et la France se doit d'être au premier rang pour prendre immédiatement une position nette dans la question juive.

On nous dira : « Un statut existe. » Nous répondrons : « Le statut est incomplet, et, tel qu'il est conçu, il ne peut régler en aucune façon la question juive, parce qu'on a introduit, dans ce statut, toutes sortes de dénégations qui permettent aux Juifs d'échapper en grande partie aux mesures qui sont prises contre eux. »

La France manquerait à sa vocation traditionnelle en ne prenant pas nettement, — je tiens bien à répéter ce mot, — une position ferme dans le règlement définitif du statut des Juifs.

Nous avons la bonne fortune d'avoir à la tête du Commissariat général aux Questions Juives un homme énergique et courageux, qui, déjà bien avant la guerre 1939, avait pris nettement position. J'ai eu personnellement l'honneur de collaborer pendant plus d'un an aux côtés de M. Darquier de Pellepoix : j'en suis donc par expérience, au cours de cette collaboration, toute sa compétence dans la question juive et je connais aussi sa volonté de résoudre cette question.

J'ai sous les yeux le courageux journal *La France enchaînée*, qui était alors l'organe du Rassemblement antijuif de France, présidé par M. Darquier de Pellepoix. Je lis en particulier, dans le n° 9 du 15 juillet 1938, « Nos Buts », qui constituait, à cette époque, la Charte du Rassemblement antijuif de France et que signait M. Louis Darquier de Pellepoix :

« Rendre la France aux Français, par une lutte implacable contre la coalition des Internationalistes juifs, maçonniques et marxistes.

« Apprendre aux Français que tous les Juifs sont (de leur propre aveu) membres d'une nation étrangère.

« Obtenir qu'ils soient privés des droits afférents à la nationalité française et ne puissent plus, en conséquence, être électeurs, éligibles, fonctionnaires, soldats, etc.

« Expulsion de tous les Juifs ayant figuré dans les innombrables ventes publiques et financières depuis l'armistice, ayant subi une condamnation, ou ayant fait faillite.

« Expulsion immédiate de tous les étrangers, Juifs et autres, mêlés à la lutte politique, ouvertement ou clandestinement.

« Confiscation des biens de la « congrégation juive » au profit de la communauté française, ruinée par la politique judéo-maçonnique. »

Et enfin, dans l'article de tête du même journal, M. Darquier de Pellepoix écrivait :

« Oui ou non, la France est-elle capable de redevenir elle-même ?

« Oui ou non, est-elle capable d'éliminer les parasites (les Juifs) ?

« Oui ou non, notre race est-elle devenue une race d'esclaves ?

« A ces questions, j'ai déjà répondu.

« Ma foi est profonde, totale, certaine.

« A mort, les mâles. Et le nettoyage sera vite fait ! »

C'est dire combien l'Institut d'étude des Questions Juives, dont la plupart des membres appartenaient déjà au Rassemblement antijuif de France, est aujourd'hui prêt à secourir tous les efforts du nouveau Commissaire général aux Questions Juives.

Que M. le Commissaire général répète à nouveau son appel ci-dessus haut, et il peut compter que l'Institut répondra : « Présent ! »

A dater du 6 juin prochain, les Juifs devront porter l'étoile jaune.

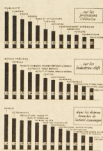
Ils ne vont pas manquer de se répandre en « lamentations » et nous allons entendre des Français, de braves Durand et Dupont, qui vont s'appuyer sur le sort des Juifs martyrs d'une nouvelle mesure prise contre eux.

Or, ces Français, véritables domestiques des Juifs, feraient bien de relire leur histoire et ils sauraient que depuis les temps les plus reculés les Juifs, par leurs exactions, ont déjà été l'objet de mesures répressives et assujettis à une marque distinctive.

Les bons « catholiques » sont toujours prêts, par esprit de « charité chrétienne », à s'appuyer sur les Juifs. Ces derniers, cependant, ont crucifié Jésus-Christ. Les croyants devraient bien également s'inspirer des mesures que les papes eux-mêmes ont dû prendre contre le peuple d'Israël. Pour rafraîchir la mémoire de ces Français, dont la « sensibilité » est toujours prête à s'exprimer, nous rappelons ci-dessous les mesures qui furent prises contre les Juifs au cours de notre histoire :

Les rois eux-mêmes n'ont pas hésité à prendre des édits, des décrets, lois et ordonnances concernant les Juifs,

EMPRISE DU JUDAÏSME





Juif portant la rouelle sur son collier.

dont les premiers remontent à 425 après J.-C. Childéric I^{er} interdisait déjà aux clercs de prendre part aux repas des Juifs.

Le roi Dagobert, en 629, rendait obligatoire pour les Juifs de quitter le territoire.

Philippe-Auguste confisquait les meubles et immeubles Juifs. Il déchargeait les débiteurs des Juifs des dettes qu'ils avaient contractées à leur égard.

Le bon roi saint Louis, en 1229, décidait que les Juifs portaient un insigne distinctif : la rouelle. Cette ordonnance est confirmée de nouveau par le comte de Toulouse, en 1234, au Concile d'Arles, puis renouvelée par saint Louis la même année.

L'insigne distinctif fut de nouveau imposé par le Statut de Marseille en 1255 : chapeau jaune.

Le port de la rouelle était en outre confirmé par dix conseils successifs, de 1234 à 1365 : Béziers, Nîmes, Albi, Rodez, etc.

Et cette ordonnance rendant obligatoire le port de la rouelle par les Juifs fut renouvelée en 1342 au Statut de Nîmes, puis par Charles le Sage en 1372.

En 1221, le pape Honorius III rendit obligatoire le port d'un insigne distinctif.

Les papes Clément VIII et Urbain VIII confirmèrent cette bulle ; puis, plus près de nous, les papes Benoît XIII et Benoît XIV durent prendre également des mesures sévères contre les Juifs.

Et le 22 février 1785 commença déjà contre les Juifs l'accusation du crime rituel commis sur un enfant.

Enfin, si nous suivons les Juifs à travers l'Histoire de France, nous voyons que déjà en 79 après J.-C. on dut expulser certains princes de Judée.

En 1180, les Juifs sont expulsés de France.

Le Concile de Latran, pour protéger le peuple contre les menées des Juifs, leur impose le port d'un insigne distinctif : la rouelle (d'ailleurs rouge ou bleue et jaune).

Nous donnons d'ailleurs, ci-contre, la photographie des insignes distinctifs qui marquaient les Juifs.

Et, maintenant que voilà les Juifs marqués du « symbole » dont ils se réclamaient tant, nous estimons qu'il va être beaucoup plus facile de dépeindre leur camouflé dont, grâce au mimétisme qui leur est particulier, ils avaient et abusent.

Il est indispensable de procéder dès maintenant, en



attendant que la question juive reçoive une solution définitive et d'ensemble, à un regroupement de tous les Juifs de France et de les parquer au besoin.

C'est en mettant nous-mêmes les Juifs hors de la nation française que l'on se préservera du danger qu'ils représentent. L'opinion publique, qui tend trop à croire que les mesures actuelles prises contre eux le sont sous la contrainte des autorités d'occupation, finira par comprendre que ces mesures sont une sauvegarde nationale, car nous n'allons pas manquer d'entendre : « Mais les mesures prises contre les Juifs le sont par les autorités d'occupation, donc valables seulement pour les territoires occupés. » Hélas ! c'est ce qui existe, et il faut que cela cesse ! Il va sans dire que ces mesures doivent être strictement appliquées dans toute la France. Il est en effet inadmissible que les Juifs puissent trouver en zone non occupée un refuge qui leur permette de ne pas être astreints aux mesures édictées envers eux.

La malveillance des Juifs étant générale, les mesures qui doivent les empêcher de nuire doivent être également générales.

Nous nous permettons de suggérer respectueusement au gouvernement de bien vouloir prendre la même décision pour le territoire non occupé.

Il n'y a pas deux France !

Paul SEZILLE,
Secrétaire général de l'Institut d'étude
des Questions juives.





Dominique Delahaye

LES

DETTES DE ROTHSCILD



Raymond Poincaré

Un long gémissement de toute la nation juive éparse sur ce globe terrestre, dont la domination lui échappe, a secoué d'indignation Roosevelt, Churchill, Staline et tous les salopards des démocraties.

C'est quand ils ont appris qu'on venait de vendre aux enchères la garde-robe d'un Rothschild qui est, je crois, le fils de cet Henri, au tonnage tellement impressionnant, que, lorsqu'il sautait les répétitions générales, sa présence était impossible dans certains théâtres à cause de l'exiguïté de leurs fauteuils d'orchestre.

L'ampleur des pantalons de golf et des pyjamas du descendant d'Ancheï de Francfort avait déchaîné les femmes qui voyaient dans l'achat des pantalons de quoi se tailler une jupe dans un seul de ces vastes fonds.

Le prix importait peu, vu la pénurie des tissus. C'est, d'ailleurs, de l'argent qui rentrerait. Les Rothschild commencent enfin à payer leurs dettes.

Avaient-ils donc des dettes ? S'ils en avaient envers l'Etat français, Dieu juste ! L'Etat, quand il était aux mains des Juifs, était plein de mansuétude envers ces milliardaires, ne le savez-vous point ?

Même les droits de succession que le fisc est si féroce à évaluer et à réclamer aux gogos que nous sommes étaiement payés, par les Rothschild, après fixation d'un forfait béni, béni. Tous les ministres des finances de la Troisième République étaient nommés par les Rothschild dont ils étaient les employés. Poincaré portait leur livrée et l'assait. Maquillé en grand patron barbare, Poincaré était le valet de ces Juifs de Francfort ; il déclarait la guerre à l'Allemagne quand ces Juifs avaient besoin de cette guerre et il se tenait à leur disposition pour amener leurs dettes envers l'Etat.

Le 6 avril 1906, pour ne pas remonter plus haut, la Libre Parole signalait que le ministre des finances avait consenti un forfait aux héritiers du baron Alphonse.

M. Dominique Delahaye, sénateur, montait à la tribune du Sénat, déplorait le déficit du budget et déclarait apporter une recette sérieuse qui avait été oubliée à la mort du dit baron Alphonse !

Alors que ce Juif était plus que milliardaire, s'écriait M. D. Delahaye, on a déclaré seulement 200 millions, passés sous silence les valeurs déposées à l'étranger ; on a établi arbitrairement la situation de la maison. En un mot, l'Enregistrement a perdu 13 millions alors que la succession devait produire 200 millions.

Je demande à M. le ministre des finances pour quelle somme a été déclarée la succession Rothschild, à les valeurs déposées à l'étranger ne doivent pas être déclarées, et quel est le chiffre de fortune avant en 1868, lors de la mort du père du baron Alphonse de Rothschild ? Pour quelle somme la part du défunt dans la maison Rothschild et C^e ? Quelle somme a perdu le Trésor ?

Je vous indique, monsieur le ministre, le moyen de faire rentrer des fonds dans les caisses de l'Etat. En le faisant, vous mériterez le titre de premier ministre perpétuel de la République. (Très bien ! sur divers bancs.)

M. Poincaré, ministre des Finances. — M. Delahaye prétend que l'administration se serait montrée exceptionnellement indulgente vis-à-vis d'une succession opulente dont il a fait connaître le nom. Cette succession n'est ouverte, si je ne me trompe, le 26 mai dernier ; la perception des droits a eu lieu à l'expiration du délai de six mois, c'est-à-

dire au mois de novembre suivant l'actif déclaré — on m'a demandé de la précision, je me suis renseigné et j'apporte les renseignements que je viens de me faire donner. L'actif déclaré, dit-on, était de 250.942.232 francs et les droits personnels se sont élevés exactement à 11 millions 377.944 francs.

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — Moins sûrs, il était dans bien pire, M. de Rothschild ! (Rires.)

M. LE MINISTRE. — Et bien que la chose se soit passée fort avant mon arrivée au ministère des finances, je crois pouvoir déclarer avec une certitude absolue que l'administration de l'enregistrement a perdue les droits progressifs sur tout l'actif qu'il lui a été matériellement possible de constater. (Ah ! Ah !) Et j'affirme, sans crainte d'être démenti, qu'elle est en-dehors de toute accusation de complaisance et de partialité. (Très bien ! Très bien ! à gauche et sur les bancs socialistes.)

M. DOMINIQUE DELAHAYE. — L'administration a été trompée par une fausse déclaration.

M. LE MINISTRE. — Vous le démontrerez, et si vous le démontrez, soyez convaincu que les droits supplémentaires seront perçus.

M. Poincaré et son fisc savaient que le Trésor avait été volé. Il était su de tout le monde que Rothschild était plus riche que le milliardier Hirsch et le roquin Lebauvy. Or, Hirsch avait laissé 800 millions et Lebauvy 350 millions. Quant au père d'Alphonse, il avait laissé 900 millions arrosés par ses héritiers qui en avaient dissimulé au moins le double.

Alphonse aurait donc perdu 1.200 ou 1.400 millions et se serait approprié au lieu de s'arrêter ? Hypothèse risquée ! Il suffirait d'ouvrir l'annuaire des châteaux, d'examiner les plans du cadastre, la prospérité des mines calédonniennes et les ventes de plomb de Pennaroya, d'étudier les cours des valeurs de cuivre, de pétrole, de chemins de fer, de tous les titres nominatifs et au porteur, les revenus des immeubles parisiens, de ceux de tout le haut du boulevard Magenta, pour se rendre compte que le total de la succession du baron-pirate allait chercher dans les huit milliards au lieu de 250 millions. Le valet rothschildien Poincaré couvrait une fraude châtée de son enregistrement où les hauts-maçons faisaient tout.

Et nous n'y lions qu'en 1906 !

Depuis, il y a eu la grande guerre, et les bénéfices de guerre sur les métaux de guerre, tous entre les mains des Rothschild. Les industriels étaient taxés à 80 pour cent de leurs bénéfices de guerre. Jamais, les Rothschild n'ont versé 80 pour cent de leurs bénéfices astronomiques sur le plomb, le nickel, les pétroles. Le budget d'après-guerre en avait été remis à flot du coup et le fisc n'aurait pas eu à faire payer aux contribuables français les sommes que les Rothschild ne payaient pas.

Du reste, un courtier des Rothschild, le Juif Rausheim, brouillé avec eux, a dénoncé leur carambolage toléré par le fisc et les ministres à plat ventre devant eux comme Poincaré, Angoulême, Landry et la plupart des dirigeants de la République juive.

Ce Rausheim a cité des chiffres. La bonne de plomb valait 300 francs avant la guerre. De 1914 à 1918, les Rothschild la portèrent à 1.100 francs la bonne. Et la vente était centuplée : Un million de tonnes au moins furent ven-

dues à tous les bellégerants. Combien de non-Juifs furent ainsi démolis selon le vœu du Kahal ?

Combien de fois onze cents francs dans un million ? A 80 pour cent, Raanheim trouvait, frais déduits, un milliard de bénéfices, et 800 millions pour l'Etat.

Et ce, rien que sur le plat.

Nickel, cuivre, pétrole, ont eu des bénéfices encore supérieurs, paraît-il.

Si les Rothschild avaient payé 80 pour cent sur tous les millions engrangés par eux pendant la grande guerre, la France aurait été financièrement aussi prospère qu'avant le cataclysme.

Ils doivent cet argent, ils doivent les droits des diverses successions pour lesquels le fisc leur consentait de ridicules forfaits, ils doivent tout ce qu'ils ont volé et fraudé. Jamais les immeubles qu'on leur a saisis ne couvriront l'immensité hémalayenne de leurs dettes, et non plus les quelques dizaines de stockings, de pels-en-l'air, de caleçons, et de pantalons qui ont été vendus aux enchères, l'autre jour, au détriment de l'un des forlans de cette tribu de rapaces, éternement qui a provoqué un concert de lamentations dans les synagogues du monde entier.

Jean DRAULT.

LES JUIFS commencent à payer

Le 3 mars, la R. A. F. effectuait sur la banlieue parisienne un criminel bombardement. En quelques heures, hommes, femmes, enfants perdaient un foyer, un coin de vie, et se trouvaient jetés à la rue, sans maison, sans travail, sans argent, ayant le plus souvent perdu des êtres chers.

Quelques jours plus tard, M. le ministre allemand Rehn remettait à la France 100 millions et des meubles, capitaux juifs pris à notre pays par des Juifs, et rendus par l'Allemagne aux travailleurs sinistrés français.

J'ai voulu voir quelques-uns de ceux qui, grâce au geste généreux de nos vainqueurs, ont retrouvé l'indispensable, et souvent même un intérieur charmant. Dans une vaste et belle demeure, entourée d'un splendide jardin (c'était, au temps juifs, une école juive), ont été accumulés les meubles et les objets les plus divers qui sont répartis à la population éprouvée par les soins du Comité Ouvrier de Secours Immédiat. J'ai visité chaque pièce de cette grande maison où s'entassent tables, commodes, armoires, lits et divans, vaisselle, appareils de chauffage, objets indispensables, objets d'art aussi

comme les tableaux, dont la signature ou le sujet ne laissent aucun doute sur les origines de leurs ex-proprétaires ; objets de valeur souvent, mais qui vont permettre à de nombreux foyers de revivre. De ces pièces désertes, de ces chambres insalubres et peu à peu envahies par la poussière, de ce silence complétement par les notes grêles d'une boîte à musique, relayée au greasier, se dégage une impression de passé. Passé, en effet, que toutes ces choses évoquent d'un luxe scandaleux où se complaisaient ceux qui ont mené la France au péril, ceux qui, aujourd'hui, réfugiés en Angleterre ou aux Etats-Unis, envoient sur les civils et travailleurs français leurs engins de destruction et de mort. Et mon plaisir fut intense de voir un brave homme du peuple remettre une table sur ses quatre roulettes et partir ravi, avec son fardeau.

Le Comité Ouvrier a, hélas ! une lourde tâche : il faut diriger les secours vers toutes les localités bombardées. 2.500 francs sont accordés immédiatement aux sinistrés les plus éprouvés, en même temps que les objets de première nécessité. J'ai visité plusieurs de ces familles servies qui ont tout perdu en quelques minutes : « Heureusement, disaient-elles, que nous avons eu les biens juifs. »



On charge les meubles destinés aux sinistrés...



...et on les distribue.

Tous étalent, en se voyant distribuer les capitaux et les biens juifs, que c'est justice. Aux questions que je posais, tous m'ont répondu : « Ils nous en ont assez pris, et jamais ils ne paieront assez. Quant à ceux qui protestent, tous ces guellotes, qui, comme lui de *promenade*, sont venus voir nos maisons effondrées en soupirant : « Que voulez-vous ? Il le faut bien, et c'est du bon travail », nous n'avons pas leur souhaiter une infirmité semblable à la nôtre. »

Et, peu à peu, après deux mois d'une vie de campement, chacun reprend le goût de « sa » maison. J'ai visité le logis propre et coquet que Mme B., perfectionne chaque jour avec amour. De son appartement, il ne reste rien, la maison fut rasée jusqu'au premier étage. Descendue dans la cave, quelques instants avant la catastrophe, elle a mis au monde prématurément un délicieux petit garçon.

Il a fallu tout improviser, et cela ne fut pas chose comode, car à ce moment-là aucune layette n'était prévue pour les enfants nés après ou pendant le bombardement. Heureusement, langes et couches purent être tirés de quelques armoires juives, le moine de crotte rose, lui aussi, vint du Comité Ouvrier de Secours Immédiat, comme tous les meubles réunis dans l'unique pièce qui sert désormais d'appartement. Et près du berceau, la famille B., est de nouveau heureuse, pleine de courage et d'espoir.

La petite Françoise D., 9 ans, qui a perdu son père et sa mère dans la catastrophe, ensevelie sous les décombres, fut miraculeusement sauvée par sa tante, qui, aidant elle-même au débâlement dans l'espoir de retrouver l'enfant, aperçut,

surgissant des ruines, la petite main cherchée. Françoise, comme tous les enfants de son âge, ne comprend pas encore très bien la gravité de la situation, et elle n'a dit sa joie et son plaisir de la ravissante petite chambre qui lui a été destinée : puis, bien vite, elle est repartie jouer.

Quel que soit leur âge, quelle que soit leur situation, le Comité Ouvrier de Secours Immédiat a réparti entre les sinistrés les biens juifs que les autorités allemandes lui avaient remis. Félicitons-le de son œuvre et espérons que d'autres familles encore vont être secourues, vite, très vite. Un secours rapide, même minime, est souvent plus efficace qu'un secours plus important, mais dépendant d'une administration routinière. C'est cela que le Comité Ouvrier a cherché à réaliser.

Quant à la décision qui a permis que ces biens juifs soient remis à nos malheureux compatriotes, nous l'applaudissons de tout cœur.

Ce sont les Juifs qui ont voulu mener la France à la défaite et à la ruine.

Ce sont les Juifs qui, aujourd'hui, tuent et massacrent nos populations civiles, envahissent nos bateaux, volent notre Empire, commettent chaque jour un nouvel attentat contre une France meurtrie et incapable de se défendre. Il est juste que ces ennemis de la France paient leurs crimes et leurs trahisons. Le geste symbolique, accompli par les autorités allemandes, est un pas vers le jour du châtiment, en même temps qu'un magnifique geste de solidarité européenne.

F. DESAX.

SERVICE SOCIAL

Le **Groupe des Amis de l'Institut** a le plaisir de porter à la connaissance de ses adhérents qu'à dater du **mardi 16 juin**, un service social entièrement gratuit fonctionnera dans les bureaux de l'Institut aux jours et heures suivants :

Mardi de 10 à 12 heures
jeudi de 10 à 12 heures
et Samedi de 15 à 18 heures

Ce Service répondra aux buts suivants :

- Tous renseignements sur les Lois sociales (Assurances Sociales, Accidents du travail, Ecoles d'apprentissage, Camps de jeunesse, etc.).
- Consultations médicales et chirurgicales. Maternité. Consultations pré et post-natales.
- Colonies de vacances pour enfants de 7 à 14 ans.
- Renseignements sur les prisonniers de guerre.
- Service de placement.

QUAND L'ANGLETERRE OUTRÉE DES EXACTIONS DES JUIFS SE VENGEAIT DE "LA RACE MAUDITE"

Il est plaisant de constater le tendre accueil qu'a cru devoir faire l'Angleterre aux Juifs d'Israël et de voir la place que Londres accorde aujourd'hui à toute la priverie, initiatrice et cause de la guerre présente, comme on l'a pu lire, dès janvier 1919, dans un périodique britannique dévoué à l'Internationale de Judas, La Grande-Bretagne, devenue terre d'asile des douze tribus ! La chose ne manque pas de sel quand on se rappelle quel cas les vieux Anglais faisaient des Juifs. Mais c'était avant que Horé Belzha fût ministre, et même avant que le trop fameux Diarrell devint maître du gouvernement de Londres.

On entend, à l'occasion, vanter les charmes de la tolérance britannique et exalter la douceur libérale du gouvernement de Sa Très Gracieuse Majesté. Tous les Grumbach, Salomon et autres précieux circoncis exhalent, au micro de la City, un verbe fleuri à la louange de la diva Angleterre où il fait si bon vivre pour eux maintenant et maudissent les affreux continentaux assez méchants pour avoir refusé plus longtemps de supporter d'une âme passive le joug et les déprédations des tenants de Jéhovah.

Mais attendons la fin, comme dit La Fontaine. Et déjà un inépuisable mouvement antisémite se dessine en ce moment de l'autre côté de la Manche.

Jadis aussi, les Juifs ont régné et fait loi dans les îles; jadis aussi, ils ont occupé nombre de places et, à l'envi, rançonné les autochtones; jadis aussi, on les a puis, arrogants, violents, cyniques et terribles. Et puis, et puis, en Angleterre, hier, comme ailleurs aujourd'hui, la révolte a grondé contre eux, et le pouvoir a dû intervenir pour faire cesser leurs rapines. Il n'est pas mauvais de remembrer ces souvenirs, ne serait-ce que pour rappeler à la pudeur et à la raison ces malheureux toujours enivres d'écumaines et toujours trop prompts à abuser de la patience de leurs bêtes.

Le fameux roi Jean Sans Terre, successeur de Richard Cœur de Lion, n'était pas un bonté. Il avait fait assassiner son neveu, le jeune Arthur, afin de s'approprier le trône d'Angleterre — on est assez coulozier de ces petits drames dans le Royaume-Uni — et devenu roi, comme il s'était aperçu combien les Juifs avaient pris d'excessive importance dans le royaume, s'y étaient enrichis par ruse et mure au détriment de la couronne et du peuple, il résolut de faire rendre gorge à ces voraces.

C'est ainsi qu'il avait fait arrêter et enfermer un de ces Juifs insolemment opulents. Celui-ci protestait cependant n'avoir qu'une portion fort congrue.

— Très bien, rétorqua le souverain, on va s'en assurer... Et, sans déranger des hommes d'armes, sans se lancer dans des perquisitions difficiles, il fit arracher une dent au rebelle récalcitrant. Le lendemain, comme il refusait toujours de révéler le montant de ses vols et la cachette de son butin: le roi Jean ordonna l'extraction d'une nouvelle molaire. Il en fut ainsi plusieurs jours de suite, jusqu'au moment où l'être vit consentit à avouer. On savait alors comment traiter les Juifs en ce temps-là, à Londres.

Cependant, leur race n'avait pas quitté l'Angleterre. Un moment rentrés dans l'ombre, les Juifs s'imaginèrent pouvoir reconquérir leurs larreaux et leurs attentats.

Alors, le peuple se reprit à gronder et la foule se débarrassa de ses bourreaux en en étripant quelques-uns. Un historien anglais, John Lingard, a rappelé ces faits: il écrit dans son *Histoire d'Angleterre*, traduite en 1825 par le chevalier de Roujou, tome III (Garné de la Charie, éditeur, Paris):

Il existait une race d'hommes à qui il semblait permis de piller et d'opprimer avec impunité. Les Juifs s'étaient originellement introduits en Angleterre sous Guillaume le Conquérant, et, quoiqu'ils fussent liés par de grandes restrictions, sujets à beaucoup d'exactions et souvent égorgés par la populace, ils avaient dans le cours de deux siècles considérablement augmenté en nombre et en opulence. Ils étaient établis dans toutes les villes commerciales. Mais leur principale résidence était un quartier de Londres distingué par le nom de Juiverie. Ils obtinrent, sur toutes les affaires capitales, et un grand pèdre de leur choix, confié par une patente de la couronne: pour le temporel, ils se trouvaient placés sous la juridiction d'un officier chrétien, nommé par le roi et appelé le justicier des Juifs. On a déjà dit qu'ils tiraient de l'argent à intérêt, les avances, les confiscations, les tailles et subides des gouvernements fléchissaient leur donnant de nombreuses occasions d'exercer leur industrie favorite... Il est aisé d'expliquer la haine du peuple qui les regardait comme de race maudite, descendant de ceux qui avaient crucifié le Sauveur et comme usuriers accablant les riches et même le nécessaire des chrétiens.

Pour répondre au désir de son peuple, Édouard I^{er} dut prendre sans tarder des mesures:

Dès la première année après son couronnement, on défendit aux Juifs d'élever des auberges, de tenir aucun fief ou aucun franc-ténement et de prendre aucun intérêt pour prêt d'argent. Tout Israélite, dès l'âge de sept ans, dut porter, sur la partie la plus apparente de son vêtement, deux bandes de drap jaune de six pouces de large, comme marque distinctive, et les individus des deux sexes furent dès l'âge de douze ans, assujettis à une capitation de trois pence qui se payait annuellement à Poques. Exclue de toutes les sources de bénéfices, cette race fut astreinte d'employer ses talents à l'exportation de l'argent; elle se mit à voyager les semaines... Ce crime dut avoir été général dans leurs familles, et nous en jugeons par le châtiment. Le même jour, tous les Juifs soupçonnés de quelque délit furent arrêtés: le peu d'argent rogné que l'on trouva chez eux fut regardé comme la preste insolente de leur culpabilité: une commission spéciale s'occupa de les juger pendant plusieurs mois: on en pendit à Londres deux cent quatre-vingts des deux sexes et peut-être bien un plus grand nombre dans le reste du royaume, et l'on confisqua au profit de la couronne leurs maisons et toutes leurs propriétés.

On voit que les Anglais d'alors avaient encore moins de mansuétude que les continentaux d'aujourd'hui. Ce n'est pas tout. Revenons encore John Lingard conter la suite de l'histoire de ce « peuple malheureux », comme il ose l'appeler:

En 1287, à un jour marqué, 2 mai, tous les Juifs de l'Angleterre, sans distinction d'âge ni de sexe, furent arrêtés,

jetés dans les prisons et retenus au cachot jusqu'à ce qu'ils eussent racheté leur liberté par un présent de douze mille livres pour le roi. Trois années après, leur sort fut fixé. Il fut ordonné, par une proclamation à toute la race, de quitter le royaume à jamais dans le court espace de deux mois et sous peine de mort. Le nombre des exilés à qui le roi donna des passeports et accorda un secours s'élevait pour leur voyage d'étrangers à seize mille cinq cent onze. Mais leurs maisons et leurs terres, leurs trésors et leurs créances, tout fut confisqué au bénéfice de la couronne. On dit que, durant le passage, il en périt un grand nombre par la faim ou l'avidité des marins.

Ainsi, le roi d'Angleterre et le peuple anglais traitaient alors la race ennemie de toutes les races; ainsi, l'Angleterre, exaspérée par les vols, les friponneries, les ruses assassines et les dots saumées des douze tribus se débarrassait

sans ménagement de cesfortunés étrangers. Un air salubre et honnête pouvait circuler dans toute l'étendue des lies où les Britanniques se retrouvaient enfin chez eux et entre eux.

D'autres âges devaient venir moins enchanter avec le retour progressif du Juif et le peuple anglais, l'esprit enflé, le cœur obscurci comme tant d'autres par le mensonge, seule monnaie dont se débient libéralement l'homme au nez et aux doigts crochus, vivant misérable d'un labeur dur aux côtés de la paresse somptueuse de la race maudite, comme il l'appelaient autrefois, geint, pleure, se défilait de privations et mourut pour n'avoir pas su retrouver à temps l'antique et sainte coïté que l'aurait libérée de la judaïque étreinte.

Fernand DEMETRE.

SERAIT-CE LA NOUVELLE TERRE PROMISE ?

La Terre Promise de toutes les tribus d'Israël serait-elle devenue la zone dite libre ? Ces dernières semblent s'être donné rendez-vous de tous les coins du continent sur cette partie de la France, hospitalière et indulgente.

Dans la plupart des grandes villes, il n'est pas rare d'entendre sur deux cents mètres de trottoirs une demi-douzaine de dialectes, à connotations ne s'apparentant en aucune façon à la langue d'Oc, ni même à l'argot de Mécène.

Le Juif occupe. Il est vrai que la démocratie lui en avait donné presque les droits. Il était protégé, couvert, abrité; son occupation était d'une légalité indiscutable.

Dans les cafés chics, les restaurants à « arrière-jard », les « Roddags », les « Centra », les par-pam et les boîtes de nuit, le Juif est roi. C'est lui qui défient toutes les ficelles directrices du marché noir. Il est le distributeur de cigarettes anglaises, le contrôleur du cours des bas de soie, le barman du côté des jambons et le baronnet de la nouvelle dictature de l'argent. Son lieu de prédilection est le café. Il y demeure à peu près huit heures par jour. C'est entre deux bridges que les joyeux de Kichine ou de Varso font leurs petites affaires. Dans certains établissements de Lyon, on peut compter cinquante Juifs pour cinq Français.

Tout le puits de Jaesh est là : les profiteurs de l'Autriche de Dollfus, les Juifs de Prague, les « réfugiés » des ghettos de Varsovie, les victimes de Grèce, de Yougoslavie, et ceux de Roumanie. Il nous insultent de leurs regards, fixent nos femmes, ironisent derrière leurs lunettes corréées d'or et baragoinent des réflexions que l'on devine injurieuses.

Leur culot est immense. Ils se plaignent de la nourriture, parlent fort avec de grands gestes, croisent les jambes sur les chaises, se conduisent comme des porcs dans la plupart des hôtels et restaurants et narguent les Français, avec leurs « tweed » à huit mille francs et leurs « triple-selles » à quatre mille.

A Marseille, Valence, Clermont, Lyon, il est à peu près impossible de trouver une fourrière ou une pièce de société sans passer par un Juif.

Le plus humble village, la plus pauvre ferme d'un hameau est visité deux fois par semaine par les Lévy et les Cohen. Ils emportent nos œufs, notre bétail, notre beurre, nos fromages. Ils dévalisent à n'importe quel prix, — c'est sans doute pour cela qu'on parle de « réquisitions » à longueur d'anglophilie !

Vichy n'est pas épargné. Il n'est pas une boîte, un bar, qui ne possède pas son lot de juupins.

Les camps de concentration sont une blague qui ne méprend personne. Les pauvres persécutés y reçoivent leurs amis et leurs petites amies. Rien n'est trop beau pour leurs lippes; aussi est-ce un défilé de chocolats suaves, de saucisses, de vins fins et de gâteaux. Ils ont tout ce qu'ils désirent.

Leur action est très importante. C'est eux qui entraînent le gaullisme. Ils diffusent sous le manteau tous les bobards et ne rachent pas leur façon de penser quand on prend la peine de la leur demander.

Tous peu de groupements et de journaux combattront l'invasion juive. Ou ces derniers l'ignorent, ou ils effluent la question. Il convient de citer parmi les organes antijuifs l'Union Française, dont le directeur, Philippe Druet, est secrétaire général de l'Association des Journalistes antijuifs de la zone « non occupée ».

Les sections de l'Union Française ont organisé de nombreuses manifestations antijuives et particulièrement à Lyon, Rouen, Montpellier, Nice, Cannes, Marseille, Avignon. Leur travail a suppléé à la passivité volontaire des pouvoirs officiels et des faux bonshommes de la « Révolution » nationale.

Nous voulons des actes et du nettoyage. Une révolution se fait à coups de trique, non en donnant aux Juifs tous les moyens de tenir et de s'accrocher. Il faut que Vichy le sache et que la bande de gaullistes qui y demeure encore soit expulsée.

Nous faisons confiance à M. Laval pour cette besogne d'épuration. Et maintenant au travail !

René ROZAND.

PARIS INCONNU

Le Ghetto se couche à huit heures

Notes prises au cours d'un reportage

19 heures. — Le ghetto grouille. Rue des Ecoisses, à l'angle de la rue de Rivoli, Finkelslein discute, en yiddish avec Gurfanken. Grande controverse, grands gestes.

En l'honneur du Sabbat, des Juifs ont fait toilette. En dépit de la chaleur, ils portent presque tous un pardessus hermétiquement boutonné qui rappelle le cafetan ancestral, et leur chef est orné d'un invraisemblable et crasseux chapeau rond. Invraisemblables aussi les bottines qui les chaussent. Elles sont longues et pointues, et les talons très bas accusent encore plus le pied plat. Quelques Juives à perruque de taffetas noir.

19 heures 15. — Le ghetto grouille de plus en plus. La rue des Hospitalières-Saint-Gervais est noire d'une foule tumultueuse et criarde. Par contre, la rue du Trésor — mine de rien, n'est-ce pas ? — qui n'est qu'une impasse — est absolument déserte. Rue des Rosiers, rue Vieille-du-Tem-

ple, les Juifs, en grappe, s'installent sur le pas des portes. Aux fenêtres des immeubles, des têtes apparaissent : nez crochus, cheveux frisés. Les interpellations fusent, de haut en bas et de bas en haut. Toute la rue pesticule, et le vacarme croît d'instant en instant. Jamais le quartier du Marais ne fut mieux nommé.

Ici, tous les magasins ont des affichettes roses : direction contrôlée par un gérant aryen. Un restaurant affiche : *Salade des anchois. Ragout du bœuf*. J'allais entrer, lorsqu'une inscription me barra la route : *Entrée interdite aux non Juifs*. Je ne connaîtrais pas le goût de la salade des anchois ni le ragout du bœuf.

Rue François-Miron, à proximité du noble hôtel de Beaurais, cette gloire de notre architecture française, c'est plus clairsemé. Ma promenade fait faire trois jeunes gens qui... gesticulaient en sourdine. Conversation passionnante. De quoi s'agissait-il ? Talmud ou marché noir ? Ceux-là n'ont rien des Juifs à cafetan. On pourrait peut-être cri-



Rue des Jardins-Saint-Paul



Rue des Rosiers

quer la couleur de leurs complets bois de rose et la teinte de leurs souliers, on pourrait trouver également quelque ressemblance entre ces intéressants jeunes gens et les non moins intéressants gangsters dont Hollywood, naguère, encombrait nos écrans ?... Il faudrait, pour juger en connaissance de cause, savoir le yiddish, et là encore une étu-

jours aussi encombrées. Une personne, une seule, dans la rue du Tréport, une Juive à perruque qui rentre chez elle.

Mille paires d'yeux vous examinent au passage. Au bord du trottoir, les Juifs, en rangs d'oignons, baragouinent cherchant à coterie la voix de leurs voisins, comme s'ils avaient quelque chose à vendre.



Place Saint-Paul



Rue des Ecoffes

quette barre la route aux aryens : Interdit aux non Juifs. Rue des Ecoffes, à l'angle de la rue de Bivoli, Finkelstein et Garfunkel discutent toujours.

19 heures 20. — Quelques spectateurs sortent des cinémas. Deux ou trois consultent leur montre. Il n'y a, d'ailleurs, aucun agent en vue. Et, de nouveau, c'est le grouillement de la rue Vieille-du-Temple. Je vais au commissariat du quartier. L'inspecteur appelle :

— Grunbaum.

Grunbaum s'explique en sabir. Il est né à Jérusalem, il est de nationalité indéterminée. Sa femme, née à Constantinople, revendique la nationalité polonaise. Il a deux enfants, tous deux nés à Paris. Le plus petit est de nationalité française. Henriette Blockmann, Rachel Lévy viennent retirer des certificats médicaux. Toute la famille Blockmann a besoin d'un supplément d'alimentation.

Au tour de Blum, maintenant. Je sursaute. L'ex grand maître du Front popo aurait-il été libéré ?

Non ! Blum peut avoir 46 ans. Il est repêché, rose et souriant. On lui demande ses papiers. Il les exhibe.

— *Che suis en style, dit-il, mûrier de gossier.*

L'inspecteur scrute minutieusement les papiers. Blum paraît effectivement en règle.

— Dépêchez-vous de rentrer chez vous, lui conseille l'inspecteur. Il est...

19 heures 45. — Finkelstein et Garfunkel discutent toujours, au carrefour Bivoli, rue des Ecoffes.

Et la rue des Ecoffes, celle des Roisiers, la rue des Hospitalières-Saint-Gervais, la rue Vieille-du-Temple sont tou-

jours aussi encombrées. Une personne, une seule, dans la rue du Tréport, une Juive à perruque qui rentre chez elle. La digestion de la salade des anchois et du ragout du bœuf commence.

Finkelstein et Garfunkel continuent leurs exercices.

20 heures. — Une horloge sonne quelque part, et rien se bouge. Si, pourtant ! Finkelstein et Garfunkel interrompent leur dialogue.

Demain les résultats, de nouveau, pour un autre pillou. Mais un agent fait son apparition : rue des Ecoffes et les Juifs se hâtent de rentrer chez eux. Ils se hâtent lentement, mais ils déguerpissent tout de même. En cinq minutes, la rue est vide, et vide aussi la rue des Roisiers.

Les fenêtres, cependant, continuent à être bien garnies. Regarder dans la rue, c'est peut-être une distraction lorsqu'il s'y passe quelque chose, mais comme il ne se passe rien, mieux vaut rentrer la tête et fermer les volets.

Deux agents, maintenant, sous la conduite d'un brigadier, descendant les papiers dans les cafés et les restaurants. Tout Juif qui n'est pas rentré chez lui à 20 heures ira coucher au poste, indépendamment des sanctions qui seront prises contre lui ultérieurement.

La consigne est stricte et nécessaire. Elle est observée dans le ghetto. On aimerait à savoir qu'elle est, de même, observée dans tous les quartiers et par tous les Juifs.

Israël a toujours voulu vivre à part. Qu'il vive donc à part, et qu'il ne cherche plus à nous abuser. Nous avons souffert de ses manœuvres. Nous en souffrons encore. Il est juste de les minimiser.

C.-E. DUGUET.

*Le Juif mérite tous les châtiments car il
a failli, à l'aide du bolchevisme, plonger le
monde dans la barbarie.*

De la République juive à la Royauté ou les Juifs demandent un roi

Quatre siècles de démocratie avaient dignifiés les Juifs de la forme républicaine. Ils étaient les dignitaires des juges qui trouvaient des circonstances et qui accusaient avec elles, et ils pouvaient être dirigés par un roi héréditaire : « Établirons-nous un roi, comme on en trouve les nations, pour qu'il nous juge », exigeaient-ils. Ce peuple justifiable aspirait à la stabilité gouvernementale. C'était bien mal se connaître. Nous avons eu un chapitre précédent consacré Samuel, qui était prince et qui fut leur dernier Juge, accablé à contre-cœur à leur requête. Sur les indications du Seigneur, lequel se méfiait toujours spirituellement des affaires juives, Samuel eut lui-même à lui en venant une petite fille d'Israël car la fille, Or, Saül, se tenant au milieu du peuple fut plus haut que tout le peuple depuis Éphraïm et au-dessus, ce qui le fit dire par Samuel à tout le peuple : « Vous voyez que le Seigneur a choisi, car personne n'eût semblable à lui dans tout le peuple. » Sur quoi, tout le peuple s'écria : « Vive le Roi ! » Ce fut l'enthousiasme et dans peu, car un jour, avant de lever bataille son Philistin, Saül, assaillant valablement Samuel pour offrir le sacrifice prophétique d'Israël et ne le voyant pas venir, offrit le sacrifice à sa place. Samuel avouant car ses satellites, eurent de cet acte de pouvoir, amonça à Saül que Dieu ne le reconnaissait plus comme roi, lui et sa race. Les choses en restèrent là jusqu'à jour où Saül désobéit à Dieu qui lui ordonnait d'exterminer les Amalécites vaincus et de le tuer depuis Jérusalem jusqu'à la femme et l'enfant et le nourrisson, le bœuf, le chevreau et l'âne. Saül s'écroula par épuisement l'année même. C'est désolant. Il rambla la merve et Dieu dit à Samuel : « Le me repens d'avoir choisi Saül roi, parce qu'il n'a pas abandonné et que ses actes n'ont pas accompli mes paroles. À dix heurs, Saül fut vaincu au lieu inconnu, car Samuel verra lui David. Cette requête héréditaire où David désobéissait soigneusement sa qualité ne devait prendre fin qu'à la mort de Saül.

David donc, servi roi clandestinement, continuait de peindre les bouquins de son père. La guerre avec les Philistins se poursuivait. Un épisode mit David en vedette. Comme les armées étaient en présence, un certain Goliath arriva plus de sept pieds de haut (mètre) sortit du camp des Philistins. « Il avait sur la tête un casque d'acier et le poids de sa cuirasse était de cinq mille sicles d'airain (15 kilos). Son bouclier d'or et sa lance étaient à l'épreuve. Il se tenait devant les phalanges d'Israël et il leur criait : « Pourquoi frappez-vous préparés pour une bataille ? Est-ce que je ne suis pas Philistin, et vous, serviteurs de Saül ? Choisissez un homme parmi vous et qu'il descende pour un combat singulier. Si'il peut tuer contre moi, et si'il tue l'homme vivant contre moi, en revanche, je suis vaincu, et si je le bats, vous serez vaincus et nous servirons. Goliath fit ce message matin et soir pendant quelques jours. Une fois, David l'entendit et releva le défi. Rappelant le croquet, la cuirasse et le glaive qu'il lui offrait, il prit son bâton qu'il avait toujours à la main, il se choisit cinq cailloux de terreux très lisses et les mit dans la besace deberger qu'il portait avec lui, prit sa fronde à la main et marcha contre le Philistin. La pierre lancée frappa l'œil droit de Goliath et la face contre terre. David courut à lui, lui arracha une glorieuse de la besace et lui trancha la tête. Les Philistins prirent la fuite. A la suite de quoi, les femmes chantaient : « Saül est à toi mille et David dix mille », ce qui était à Saül qui dit : « Elles ont donné à David dix mille et à moi, elles ont donné mille, que lui restait-il, sinon de signer ? » Ce qui arriva un jour que Saül, blessé en un combat contre les Philistins et ne voulant pas mourir sans avoir vaincu, se tua en se jetant sur une épée que les Philistins l'ayant vaincu par les morts lui coupèrent la tête qu'ils exposèrent dans le temple de leur dieu Dagon.

La mort de Saül eut officiellement le signe de David dont le titre clandestin commença à dire oui. Mais la suite vraie de Juda l'ayant accepté, David se vit opposer par toutes les autres tribus benjamites, fils de Saül. Il en résulta une guerre fratricide. Mais le prestige de David l'emporta et fut par l'imposant qu'on lui à tout le peuple. David avait alors trente ans. Il avait déjà régné sept ans sur Juda, et il allait regner trente-trois ans sur tout Israël : comme en tout.

Roi d'Israël, David vaudrait faire de Jérusalem sa capitale. Marchant contre les Amalécites qui habitaient la ville, il leur prit la forteresse de Sion, point culminant de la cité, et il en fit sa résidence. Il l'entoura

d'un mur solide de côté de la ville haute où elle n'était pas défendue par la nature, et il y fit bâtir un palais en pierre et en bois de cèdres. Son devint la ville de David. Par la suite, quand Jérusalem entière fut vite conquise, Son devint pour les prophètes la même chose que Jérusalem et représentait la demeure et le trône de Dieu.

Avant fonder l'unité politique en choisissant Jérusalem pour capitale, David voulait établir l'unité religieuse en faisant transporter l'arche au siège de sa puissance et en réorganisant le culte qui avait été fait séparément pendant le règne de Saül. L'arche fut placée sur un chariot sacré, précédé par David et tout le peuple qui dansait devant elle et jouant de tous les instruments connus. Tous les six pas, on s'arrêtait et on immolait un bœuf et un bélier. Quand l'arche fut installée au milieu de la tente que David lui avait dressée, on distribua à tout le peuple d'Israël, tant aux hommes qu'aux femmes, un gâteau de pain, un morceau de bœuf rôti et une fronde de farine et d'huile, après quoi chacun s'en alla dans sa maison.

Mais la situation d'Israël restait précaire, au milieu de tout ce pays ennemi. Philistins, Moabites, Syriens de Damas, Ammonites furent successivement défaits, dévotés et condamnés à payer tribut. David signa ainsi son tout Israël.

La deuxième partie du règne fut moins brillante, elle fut marquée par des drames familiaux. David lui-même fut le héros d'une pauvre histoire.

Un jour, se promenant sur le terrasse de son palais, il vit une femme qui se baignait et qui était très belle. Il l'observa et on lui apprit que c'était Bathshab, femme d'Uri, capitaine de l'armée d'Israël. David envoya des messagers et la fit prendre. Quand elle fut entrée chez lui, il coucha avec elle ; après quoi, elle se pencha et resta dans sa maison. (Néanmoins, en passant, la commandante de cette purification s'élève qui permettait à la femme adultère d'être aussi pure que si sa faute n'était pas existée.) Bientôt elle se trouva enceinte de David qu'elle avait de la sorte. Il manda l'homme qui portait de lui demander des nouvelles de la femme, puis il le convoqua chez lui dans l'après-midi qu'il couchait avec sa femme et que la grossesse de celle-ci ne suspendait ainsi personne et serait impuissant au mari. Mais Urie ne voulait rien entendre et il dit à David : « L'Anche du Seigneur habite sous une tente et moi j'entrerais dans une maison pour manger et boire et pour coucher avec une femme ! Par votre salut et par le salut de votre âme, je ne le ferai pas chose possible. » Tous les efforts de David pour le convaincre furent vains, et quand il l'eut tenté à manger avec lui et qu'il l'eut couché, Urie s'obstinait toujours dans son intransigeance, d'autant que sa femme avec les serviteurs repart, mais ne descendait pas dans sa maison. Venant tout un certain temps, David ne résistait pas d'avoir recours au mensonge. Il fit mettre Urie en tête de l'armée, le soir le combat devait être le plus acharné et il ordonna de l'y abandonner ainsi qu'il fut frappé et qu'il périt. Une nuit même, Saül ferma la guerre comme il se dit. Lorsque le sang du soldat fut assés, David envoya vers elle, et il l'introduisit dans sa maison ; elle devint sa femme et elle mit au monde l'enfant qu'elle avait conçu. La Bible nous assure que toute cette affaire était au Seigneur.

Le Seigneur donc revint son prophète Nathan à David pour lui faire les remontrances nécessaires et pour lui annoncer que ce scandale était connu de tout Israël, le fils qui était né mortuif. Fort opportunément, l'enfant tomba malade et mourut le troisième jour. David s'occupa de Bathshab, sa femme, et il dormit avec elle. Elle engendra un fils, qui fut le roi Salomon dont nous aurons à parler.

De ces diverses femmes adultères à Bathshab, David avait de grands enfants. Amnon en était l'aîné. Or, Amnon, fils de David, était un jeune homme de façon à en être malade. (Thamar, fille de David était d'une autre mère qu'Amnon. Celui-ci était donc pour Thamar un demi-frère.) Il dépensait pour elle, car, comme elle était vierge, il lui paraissait difficile de rien faire pour elle contre son oncle. Sur le conseil d'un ami, Amnon lui demanda que sa sœur Thamar vienne elle de faire avec son royaume deux petits plats qu'il mangerait de sa main. Caprice de malade, amolant, acquiesça David acquiesça. Thamar vint dans la maison d'Amnon qui était couché. Elle prit de la farine, la soûla, la pétrit et fit cuire



bonheur d'abolissant une partie l'agriculture et paralysant les paysans.

L'AGRICULTURE FRANÇAISE DANS LES RÊTS DE LA JUIVERIE

ISRRAËL n'a pas de terre et la soif de ses souffrances... Cette apostrophe fameuse suffit, encore actuellement, à rassurer de nombreux Français sur la nocivité des manœuvres juives.

— Tant que la globe restera en dehors des trafics de la jalousie, estimant-ils, la France pourra continuer à vivre. L'enseignement du dernier demi-siècle devrait pourtant leur ouvrir les yeux. Notre agriculture, comme celle de plusieurs pays d'Europe, a été à peu près ruinée dans ses productions essentielles par des Sémites avides qui n'avaient de leur vie tenu une charrette mais s'étaient amusés des complexités parlementaires lucratives... gaspique coûteuses.

Certes, le Juif, en cette affaire, a été plus nuancé, moins voyant que celui de l'usurier juif qui, de temps immémorial, en Europe centrale comme en Afrique du Nord, portait une somme d'argent au cultivateur ou au fellah et le ligotait ainsi dans un réseau d'intérêts et de remises jusqu'à le réduire au rôle d'esclave, de machine à fournir de l'argent sous la menace d'un dépouillement total.

Eh bien, nous, après cela, du mépris haineux de l'Arabe pour le Juif.

En France, cette brutalité n'aurait pas été de mise. Elle eût promptement suscité une réaction nuisible aux desseins d'Israël.

LE PARAVENT

Aussi, en apparence, le travail du paysan français restait-il « l'indéfectible condition de la grandeur de la France », « le rempart sacré de l'activité du pays ».

En réalité, dès avant la guerre de 1914, notre agriculture était aux mains de la juiverie internationale. Le cultivateur conservait le droit de rechercher des débouchés pour les produits de sa ferme, mais cette dérisoire faculté ne pouvait le sauver de l'emprise : Israël contrôlait toute la production et jouait avec lui comme le chat avec la souris.

Y avait-il en France une bonne récolte de blé, par exemple ?

Aussitôt Israël prenait position à la baisse et le paysan, accusé par la nécessité de faire rentrer des fonds pour la campagne suivante, devait livrer son froment à vil prix. La manœuvre était la même pour tous les produits.

Au contraire, une année médiocre risquait-elle de faire

monter les cours ? L'importation intervenait à point nommé pour enrayer une hausse défavorable aux intérêts juifs.

Ainsi, peu à peu, notre agriculture se vidait-elle de sa substance. Défaussée par l'apathie complaisante des pouvoirs publics dans la course aux hautes rendements qui, seuls, permettaient un problème d'équilibre des charges et des recettes, les paysans abandonnaient, de plus en plus nombreux, une terre qui ne pouvait plus les nourrir.

Et les Louis-Louis Dreyfus de tout poil, les importateurs, les minotiers, les trafiquants de la Bourse du commerce, maîtres du marché du blé comme leurs coreligionnaires l'étaient des autres branches de la production, exultaient en empoignant des bénéfices toujours plus considérables.

LE BLÉ AUX COCHONS

Mais où la farce devint vraiment énorme ce fut lorsque, pour défendre le paysan, on demanda à celui-ci de faire les frais d'un organisme destiné à soutenir ses intérêts. Le tollé fut général mais en passa outre.

L.-L. Dreyfus et sa clique donnaient en effet, par avance, leur bénédiction fort peu apostolique à cet Office du Blé qui fournirait sa mesure à la première occasion.

Tant qu'il ne s'agit que de priver un pourcentage sur le maigre produit du travail des exploitants, l'Office en fit son affaire.

Mais lorsque le blé surabondant, en 1937, imposa des mesures sévères, les dirigeants ne trouvèrent rien de mieux que de distiller ou de dénaturer le blé à grands frais et d'obliger les paysans à le faire consommer à leurs cochons et à leurs poules. Cela, au lieu de le mettre en silos pour le conserver en vue d'une récolte déficitaire.

Les difficultés actuelles nous ont édifié sur l'insanité de la politique de destruction des excédents.

Pendant ce temps, L.-L. Dreyfus et consorts buvaient, à Cannes ou ailleurs, à la santé de ces braves paysans qui se ruinaient pour assurer la prospérité des Juifs.

Soyons sûrs qu'ils attendent sans privations excessives le retour de l'âge d'or.

Si nous ne savons pas la défendre, la terre de France redeviendra pour eux le pays de Chanaan.

Pierre DUPON.





LES JUIFS EN MÉDECINE



Sous le Second Empire, le fait important de cette époque fut la faculté réservée aux Roumains d'obtenir le diplôme français de docteur en médecine avec leur certificat national de fin d'études secondaires. De là date l'invasion massive juive-roumaine dans la médecine française.

L'origine de cette invasion vaut d'être contée :

En 1853, le prince de Valachie, Barbu Stîrbei, désireux d'organiser dans son pays un service sanitaire, demanda au gouvernement français un médecin qui voudrait bien se charger de la tâche. Le docteur Davila accepta et créa, à Bucarest, une école de médecine, mais il voulait qu'un certain nombre de ses élèves pussent terminer leurs études à Paris. Napoléon III, qui voyait en cela la possibilité d'augmenter l'influence française dans les Balkans, donna suite à cette demande, et le ministre de l'Instruction publique, Rouland, arrêta, le 23 novembre 1857, que les étudiants de l'Ecole de médecine et de chirurgie de Bucarest qui justifieraient de « quatre ans d'études dans ladite école, et des connaissances analogues à celles qu'on exige en France pour le baccalauréat en sciences, pouront, après avoir subi avec succès l'examen de troisième année devant la Faculté de médecine de Paris, être autorisés à y prendre les quatre dernières inscriptions et aspirer au doctorat ». Cet arrêté fut, par la suite, improprement appelé : « Convention avec la Roumanie ». Il s'agit donc bien d'une simple décision d'un ministre français et non, comme on l'a cru pendant longtemps, et comme on le croit encore aujourd'hui, d'un traité entre deux pays (1).

A la fin de l'Empire, en 1863 et 1864, des pétitions sont adressées au ministre, réclamant toute la revision de la législation en vigueur sur l'exercice de la médecine en France.

En 1871, la république proclamée, les médecins français, éternels saifs, pensèrent qu'ils pourraient faire triompher leurs revendications.

Les Facultés de médecine, à cette époque, se plaignaient du décroût jeté sur la profession par des étrangers « autorisés » qui avaient obtenu leur diplôme presque toujours à la suite d'études rapides, souvent grâce à une simple rémunération pécuniaire, quelquefois même en obtention.

Le Juif pourrisseur, voulant tout acheter, se reconnaît bien là. Déjà à cette époque, les étrangers étaient presque tous juifs.

On pouvait également acheter le diplôme de docteur en médecine de l'Université de Philadelphie, pour la somme de six cents francs ; muni de ce diplôme, le Juif était en droit de

traquer tout à son aise dans son cabinet médical « autorisé » chez nous.

On lit dans une lettre, datée du 12 mars 1870 et citée par M. Chevandier (2) : « ... Les frais totaux de cette promotion (au titre de docteur en médecine de l'Université de Philadelphie) sans déplacement sont de six cents francs contre paiement desquels vous obtiendrez votre diplôme avec certificats et inscriptions. »

Aussi, le 29 mai 1876, M. le député Marvaux présenta-t-il un projet de loi qui, comme il l'écrivit deux ans plus tard, n'était que « la traduction des idées émises dans un savant rapport fait à la Faculté de médecine de Paris par un éminent professeur, M. Léon Le Fort ».

En 1890, il y avait 822 étudiants en médecine étrangers à la Faculté de médecine de Paris, 100 en pension et 200 demandes d'équivalence étaient présentées chaque année.

L'Ecole de Nancy, devenue un véritable « Quartier général d'Orientaux » : Bulgares, Arméniens, Roumains, etc... (Lisez : Juifs), entreprit une ardente campagne pour la limitation du nombre des étudiants étrangers.

La question de l'exercice de la médecine en France par les étrangers, malgré toutes ces protestations, restait toujours pendante devant le parlement, et les autorisations d'exercer continuaient à être accordées.

En 1890, dans son rapport, le Dr Brouardel s'éleva contre l'équivalence des diplômes de docteur en médecine. « Il est très difficile, écrivait-il, de savoir la valeur exacte de ces diplômes. »

Le Dr Brouardel, avec juste raison, ne voulait pas non plus que les médecins juifs étrangers soient autorisés à exercer dans une ville d'eau sous le prétexte qu'ils accompagnaient leurs malades.

Enfin, après des années de discussion, des années de sommeil dans les cartons, des années de débats parlementaires, le 30 novembre 1892 la loi était votée par les deux chambres.

Docteur FERNAND QUERROUX.

(1) En 1890, M. le Ministre de l'Instruction Publique a pu dire à la tribune de la Chambre : « Je n'ai trouvé aucune trace de la Convention... Je ne puis accepter la prétention qu'une convention existe. » J. O. Sénat, débats parlementaires, 9 février 1890.

(2) Proposition de loi relative à l'exercice de la médecine. J. O. Documents parlementaires, année 1870, p. 706.

Les ANGLAIS se SERVENT de MESUSES JUIVES COMME PORTE-BONHEUR

Le journal juif *Judisk Krönika*, paraissant à Stockholm, porte, dans son numéro II(1941), sous la rubrique « De différents pays », la communication suivante :

« Lors d'une attaque aérienne sur Glasgow, une maison fut récemment détruite où plusieurs personnes furent tuées ou blessées. Il s'y est vu une famille juive du nom de Katz qui est plus de peur que de mal. Pendant les travaux de déblaiement, on trouva une singulière boîte en fer-blanc sur laquelle on pouvait lire une étrange inscription. Cette boîte fut soigneusement examinée par le commandant du déblaiement. On constata qu'il s'agissait d'un fétiche et non pas, comme on le craignait, d'un engin de la cinquième colonne. L'histoire fut bientôt connue par toute la ville et nombre de familles anglaises se renseignèrent sur le pouvoir du talisman. La suite de cet incident fut des achats si considérables d'amulettes, de talismans et de fétiches, le jour suivant, toutes les provisions de ces objets furent épuisées à Glasgow et qu'on dut en commander de nouvelles à Londres. »

Vouli l'information du journal juif *Judisk Krönika* paraissant en Suède. Mais on est tout heureux qui signifie proprement « montant de porte ». Les mesuses, ce sont des inscriptions de montants de porte qui se trouvent sur un rouleau de parchemin enroulé dans un cylindre en métal. La mesuse est attachée à l'entrée des chambres des habitations juives. Elle est fixée au montant de la porte, droit dans le champ de vision de celui qui entre. En pénétrant dans la chambre, les Juifs passent le doigt sur la mesuse. La mesuse a la signifi-

cation d'un talisman porte-bonheur dans la conception du monde juif qui repose sur des préjugés. La famille juive Katz, de Glasgow, qui resta indemne lors de l'attaque de bombes allemandes, attribua, ainsi que les cercles juifs, cette chance à la présence des amulettes porte-bonheur dans la demeure du juif.

Il est caractéristique, pour l'état d'âme des Anglais et pour l'influence dont l'esprit juif est parvenu à les imprégner, qu'ils se soient soumis tout de suite à ce préjugé juif et qu'ils se soient soumis à des fétiches dans l'espoir d'être maintes fois préservés des accidents causés par les bombes allemandes.

Bien que cet incident soit, au fond, très ridicule, il montre cependant avec quelle acuité, dans le cours des siècles, l'esprit juif, la manière d'être juive et toute la conception du monde juive se sont ancrés dans le peuple anglais. Ce n'est pas en vain que l'Angleterre est l'Etat protecteur traditionnel des Juifs, et qu'une grande partie du peuple anglais croit que les Anglais descendent des Juifs. La juiverie et les Anglais forment aujourd'hui un bloc unique contre la liberté des peuples, et cette union est ainsi scellée par une pure commensalité d'idées. Mais les Juifs de Glasgow ont fait d'excellentes affaires avec la vente de leurs fétiches, tandis que la population anglaise s'est rendue ridicule devant l'opinion du monde entier. Le vieux proverbe : « Qui domage a, laisse moquer à autrui », trouve ici, une fois de plus, une excellente application.

OU EST LA FRANCE DE PHILIPPE LE BEL

Le roi Philippe le Bel de France a posé le fondement pour l'unité de l'Etat français. Il mena aussi un dur combat contre les Juifs et contre les sociétés secrètes semblables à la Franche-Maçonnerie. Il défendit, par exemple, l'ordre des Templiers, d'où les francs-maçons ont puisé les traditions. Philippe le Bel voulut, lui aussi, en ce temps-là, introduire en France un système d'économie nationale autarchique et sans or. Il fut donc un des grands rois de France dans le passé.

Tel est le texte d'un édit que Philippe le Bel fit paraître en juillet 1294, à la demande des habitants de Poitiers, qui avaient eu fort à souffrir de la rapacité juive :

« Philippe, roi des Français par la grâce de Dieu, à tous ceux qui feroient les présentes, salut.

« Ayant appris, par la relation d'un grand nombre d'hommes très dignes de foi, que le territoire poitevin est inhumainement exploité et absolument dénué par une quantité considérable de Juifs qui s'y livrent à une œuvre criminelle et à toute espèce de commerces illicites.

« Désirant veiller au bonheur des habitants de ce territoire et nous rendre à la colonie de ceux qui sont venus l'exprimer de différentes façons,

« Nous accordons à tous, prélats, chapitres, abbés, prêtres, collèges, villes, communes, barons et autres seigneurs temporels

et de la sénéchaussée de Poitiers, à tous ceux qui gouvernent les hommes et à tous ceux aussi qui dépendent d'eux, que les Juifs seront chassés à perpétuité et irrévocablement de ladite sénéchaussée. Nous ne permettons qu'en aucun temps ils n'y prennent logement ni séjour ; nous ordonnons qu'ils soient chassés et expulsés par notre sénéchal avant la Nativité de la Bienheureuse Vierge Marie. » (Document extrait de la *Question Juive* par Mgr Henri Delassus (1911). Editeur : Desclée, de Brouwer et Cie.)

Si on avait procédé, dans la France actuelle, avec les Juifs, comme du temps de Philippe le Bel, la France vivrait aujourd'hui dans la paix la plus profonde. Mais, dans la France actuelle, on a éouffé la voix du sang et abandonné le gouvernement aux Juifs et aux francs-maçons. C'est à eux et à eux seulement que le peuple français est redevable d'avoir été précipité dans une catastrophe immense et de se suicider jusqu'au bout. Puisse l'exemple français être un avertissement solennel pour tous les peuples du monde ! Puisse les nations tirer de l'effondrement de la France la leçon profonde qu'il comporte, à savoir que la dénomination juive signifie la mort du peuple et la ruine raciale. Puisse les Etats arriver à reconnaître que seulement une élimination radicale des Juifs de tous les pays rend possible et garantit la vie prospère et féconde de tous les peuples entre eux !

Une preuve

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Paris 6

1938

En politique, il n'est pas
nécessaire souvent
d'être intelligent pour
arriver, il suffit de
trahir.

Pierre - Bloch



C'est une lettre du député Pierre Bloch, dont il nous paraît inutile d'évoquer le nationalisme.

En politique, dit le juif, il suffit de trahir ! Il suffit de trahir partout. Seule, la cause d'Israël, seul le but que poursuit Israël est à considérer : l'hégémonie universelle. Et cette fin justifie tous les moyens dont le plus expéditif, le moins coûteux et celui qui rapporte le plus est certainement la trahison.

LES ARYENS RÉDUITS AU SILENCE



Et quand Roosevelt a bien parlé des Juifs... E s'éponge.

Le grand malheur de l'Amérique, c'est de n'avoir pas donné le jour à des antécédents de qualité. Rien qui ressemble à Drumont ou à Céline de l'autre côté de l'Océan. Aucun penseur, aucun polémiste qui se soit donné la peine de débroussailler la démocratie et de doter son pays d'une véritable doctrine nationaliste, d'un antisémitisme de raison dont puissent se recommander les hommes de bonne volonté.

Il est un peu effaçant de constater que le « grand ennemi » de l'antémémisme américain est M. Henry Ford. M. Ford est un businessman heureux qui a gagné un milliard de dollars en exploitant une idée saugrenue l'autre côté de la grande série et mise à la portée de toutes les bourses, mais il est douloureux que son nom laisse quelque trace dans l'histoire de la philosophie contemporaine. Ses écrits ne le situent guère au-dessus de la bonne moyenne des élèves de l'école primaire et d'ailleurs son antisémitisme n'a été qu'une crise passagère, une sorte d'accès de rage que les Juifs se sont empressés d'apaiser en employant les grands moyens.

Avant de se lancer à l'assaut des citadelles juives, Henry Ford avait déjà démontré, au moins en une circonstance, que lorsqu'il essayait servir la cause du bien public, il n'hésitait pas à prêter de sa personne.

En 1915, il avait été de ses deniers un paquebot pour aller en Europe, à la tête d'une délégation pacifique, supplier les belligérants de cesser de se battre. La guerre lui paraissait une monstruosité idiote. Lui, qui était censé par la postérité de construire, il n'arrivait pas à concevoir les raisons qui poussaient les hommes à s'entre-détruire avec un si sauvage acharnement. Quel affreux gaspillage de vies et

de richesses !. Alors, naïvement, Ford s'était imaginé qu'il lui suffirait de paraître, et de tenir aux combattants un langage raisonnable : « Voyons, vous êtes fous, rentrez chez vous... » pour qu'immédiatement cessassent les massacres.

Naturellement, cette équipée se termina par un échec cuisant piteux. Les belligérants refusèrent de le recevoir et, en Amérique même, la plupart des journaux tournèrent le pèlerin en dérision. Mais Ford avait donné la preuve de sa bonne volonté.

La croisade contre les Juifs ne devait pas avoir plus de succès. C'est le 20 mai 1920 que l'hebdomadaire de Ford, le **Dearborn Independent**, publia un article intitulé : « Le Juif international, problème mondial », qui retentit à travers toute l'Amérique comme un coup de tonnerre.

Eh ! quoi ? On osait toucher aux Juifs ! On osait aborder ce sujet tabou, braver les dieux tout-puissants de Wall Street et de la Maison Blanche ! Les gens se regardaient, pétrifiés d'horreur. Qu'allait-il se passer ? Sûrement, le ciel allait s'effondrer.

Ce premier article était pourtant assez banal, ou plutôt il nous semble tel, à nous qui sommes familiarisés avec le problème juif et qui avons vu s'accomplir point par point les prédictions des Protocoles des Sages de Sion. L'auteur anonyme expliquait qu'il existait un complot juif pour s'assurer la domination du monde, que les Juifs contrôlaient déjà la Russie grâce aux Bolcheviks et l'Europe occidentale grâce aux financiers internationaux, qu'aux États-Unis les Juifs avaient déjà conquis New-York et se trouvaient à la ville la plus dépeuplée du monde, qu'ils étaient en train de mettre la main sur le pays tout entier.

La philippique du **Dearborn Independent** était suivie de

cette mention : « Henry Ford prend la responsabilité de tous les articles publiés dans l'Independent, ce journal étant sa propriété personnelle. La question juive, comme la sont chaque homme d'affaires, s'est aggravée aux Etats-Unis. Et personne n'a osé la discuter parce que l'influence juive aurait été ainsi nuisible pour l'Amérique... »

Comment Henry Ford, cet homme si peu cultivé, si peu curieux des choses de l'esprit, confiné dans ses usines et privé volontairement de tout contact avec New-York, avait-il pu se rendre compte aussi clairement de la puissance juive ? Il en avait eu la révélation sur le fameux « bateau de la paix » qui l'emmenait en Europe, en 1915, et il l'a raconté dans une page de souvenirs que *Géographe* a opportunément reproduit le 13 février 1942 :

« Sur le navire étaient deux Juifs considérables. Nous n'avions pas fait deux milles en mer qu'ils commencèrent à m'entretenir du pouvoir de la race juive, à me dire comment ils tenaient le monde par le contrôle de l'or et que les Juifs seuls et seuls autres que les Juifs pouvaient arrêter la guerre. »

« Je résistais à les croire et je le leur dis. Alors, ils entrèrent dans des détails pour me dire par quels moyens les Juifs manœuvraient la guerre... argent... matières premières... tant et si bien qu'ils me persuadèrent. »

« Ils affirmèrent et ils croyaient que les Juifs avaient déclenché la guerre, qu'ils la continueraient aussi longtemps que bon leur semblerait et qu'elle ne s'arrêterait pas tant que les Juifs n'auraient pas décidé de l'arrêter. »

Alors, ayant perçu le danger, Henry Ford décida de se lancer dans la bataille, avec tous ses moyens financiers qui étaient immenses, et ses moyens intellectuels qui étaient, hélas, beaucoup plus limités. Mais il agissait spontanément, en homme de bonne volonté, dans le seul but d'ouvrir les yeux de ses compatriotes, de leur rendre service. L'article du *Dearborn Independent* était le premier d'une longue série. Au début, les Juifs s'agrippaient plus habile de ne pas répondre. Ils tiraient autour du journal de Ford une vaste conspiration du silence, la méthode favorite des gens d'Israël chaque fois qu'ils sont impuissants à exorciser des représailles directes contre leurs ennemis. Cependant, la verte du *Dearborn Independent* ne cessait de croître et les révélations de ses rédacteurs se laissaient de plus en plus précieuses.

Alors, certains Juifs perdirent patience et l'un d'eux, Isaac Landmann, rédacteur en chef de l'*American Hebrew*, édité par Ford, « prouva » qu'il existait un complot juif. L'*American Hebrew* s'offrit à payer les détectives. C'était un piège grossier, car il est bien évident qu'il est impossible de sténographier les conclusions des chefs de la juiverie ou de les photographier « en train de conspirer ». Mais Ford lui, comme tous les simples, avait un faible pour les hommes policiers, trouva évidemment dans le panneau et laissa ses propres détectives sur la piste du complot. Alors, ce qui devait arriver arriva. Le *Dearborn Independent* fut inondé de tous documents lâchés par des policiers zélateurs à la solde des Juifs. Et ceux-ci en profitèrent pour triompher bruyamment chaque fois que Ford se laissait mystifier. Le triste businessman de Detroit n'était pas de taille dans cette lutte contre des Talmudistes subtils et sans scrupules de New-York.

Cependant, toute cette agitation alarmait les Juifs. C'est leur intérêt majeur qu'on parle d'eux le moins possible, c'est seulement sous le couvert de l'ignorance qu'ils peuvent mener leur domination, et mieux vaut un silence total que la plus brillante campagne de presse en faveur de la race élue. Car prendre leur défense, c'est les désigner à l'attention, et ils ne peuvent vraiment agir avec efficacité que lorsqu'il est admis une fois pour toutes qu'il n'y a pas de question juive.

Ford était accablé de papier timbré. Par centaines, des Juifs lui intentionnaient des procès ou exigeaient l'insertion de « mises au point » ou de « démentis ». Il s'en réjouissait : « Nous avons provoqué, écrivait son journal, un grand débâclement de bavardage au sujet de la question juive dans ce pays. »

Il fallait en finir : un beau jour, sur un ordre mystérieux, tous les Juifs — ce qui n'était pas tellement grave — et tous les aryens ennuyés, contrôlés, domestiqués, asservis par les Juifs — ce qui était beaucoup plus inquiétant — se mirent à boykotter les automobiles Ford. Plus un sou pour l'ennemi des Juifs.

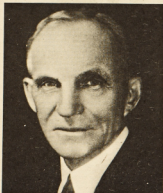
Ford était riche d'un milliard de dollars, mais c'était une fortune entièrement investie dans ses usines, une fortune qui faisait vivre des centaines de milliers de personnes, une fortune extrêmement vulnérable. Que la verte s'arrêtât et la débâcle serait vertigineuse.

Alors, Ford capitula. En janvier 1922, le *Dearborn Independent* publia une note embarrassée, expliquant que le journal devait renoncer à ses attaques, mais qu'il invitait tous les Goyim à ne pas perdre de vue la question juive.

Les Juifs avaient réduit au silence le businessman le plus riche des Etats-Unis.

L'âché de Ford ressemble beaucoup à la faillite de Ku Klux Klan au lendemain de l'autre guerre. On sait que cette organisation secrète a pris naissance en Georgie pendant la période dite « de reconstruction » qui suivit en 1863 la débâcle des armées sudistes. Le K. K. K., dont le rituel et l'aspect caricatural nous paraissent burlesques, était cependant, à l'époque, très sérieusement redouté. Il sévissait dans sa forme même avec ses capotines, ses mitres et ses croix flamboyantes. On peut même dire que c'est le K. K. K. qui a sauvé, en même temps que la personne physique des Blancs, tout ce qui pouvait encore être sauvé de la civilisation sudiste. C'est que, sous la protection des bonnettes noires, les nègres, brûlés et écorchés par Lincoln, avaient reçu tous les droits, on les encourageait à en user, à en abuser, à prendre toutes les revanche, à assourdir tous leurs instincts. Des troupes de pillards noirs incendiaient les fermes, massacraient les planteurs, violaient les femmes blanches. Et si un gentilhomme sudiste essayait un geste de défense, il était automatiquement condamné par les cours martiales yankees. Par principe, le Blanc avait toujours tort, le Nègre toujours raison.

Incapables de se faire rendre justice, bien résolus cependant à ne pas se laisser exterminer par leurs ennemis esclaves, les Sudistes vaincus inspirèrent alors le Ku Klux Klan. Ce n'était pas une mauvaise idée. L'association devait être secrète pour échapper aux recherches de la police nordiste, elle devait, de plus, avoir un aspect terrifiant pour étouffer



Henry Ford

chez les Nègres toute velléité de résistance. Or, les Noirs étaient tellement superstitieux que les draps de lit dont s'habillaient les membres du Klan pour ressembler à des fantômes, avaient plus d'effet sur ces êtres primitifs que le shérif le plus sanglant. A très peu de frais, on n'assurait que le minimum de Nègres, en se contentant de les épouvanter, les gens du Ku Klux Klan réussissaient assez vite à ramener un peu d'ordre dans l'anarchie de la « reconstruction » et surtout à remettre chacun à sa place.

Puis, lorsque les troupes nordistes d'occupation se retirèrent et que les États du Sud recommencèrent à s'administrer eux-mêmes, le K. K. K. perdit peu à peu sa raison d'être et s'éteignit doucement. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, il devait connaître une brève résurrection. Mais il ne s'agissait plus cette fois de mettre du pain des Noirs trop entreprenants. Les buts du Klan étaient plus vagues. Le nouveau K. K. K. d'inspiration sudiste comme le premier, se proposait de débarrasser les États-Unis des influences étrangères, de tout ce qui ternissait l'idéal américain. Il prônait un nationalisme jaloux, il prétendait remettre en honneur, au milieu des désordres de toutes sortes consécutifs à la guerre, le goût de l'honneur, du travail, de la famille, de l'assiduité, du patriotisme. Il dénonçait les méfaits du capitalisme, il répudiait le marxisme. Le Klan contenait en somme les germes d'un véritable national-socialisme américain. Malheureusement, les hommes qui s'étaient mis à sa tête n'avaient pas l'énergie nécessaire pour rendre populaire un idéal aussi noble et des principes aussi sains. Ils s'obstinèrent à conserver le rituel bouffon et désuet de la « reconstruction ». Or, si l'ère des chemises de couleur commença, celle des blanches était close. En 1920, avec leurs sautes, les gens du Klan ne faisaient plus peur à personne, et l'on ne se gênait pas pour se moquer d'eux.

Pourtant, en dépit de l'insuffisance de ses dirigeants et du ridicule de ses méthodes, le Klan faisait d'assez étonnants progrès, surtout dans les petites villes de l'Ouest, parmi les classes moyennes, où la tentation du fascisme — ce mot du siècle, comme l'a dit Robert Brancaccio avec tant de compréhensible sympathie — était grande et où le Klan répondait à ce besoin religieux de rénovation nationale et de pureté. On dévota à ce millions de personnes le nombre des adhérents et sympathisants du Klan en 1920.

Surtout, le nouveau Klan était antisémit. Il ne pouvait ne pas l'être. Le danger n'était plus comme en 1865 la révolte des esclaves. Les conspirateurs de la « croisade kirch-boyante » qui nourrissaient par ailleurs d'assez nobles prévisions contre les catholiques — sujets d'un souverain étranger — avaient très bien compris que les véritables ennemis de l'américanisme étaient les juifs. Malheureusement ils n'étaient pas de taille pour lutter contre de tels adversaires. Leur doctrine était confuse, leurs méthodes primitives, et lorsque les juifs eurent décidé d'en finir avec le Klan, la liquidation se fit en quelques mois. Pour cela, les juifs, qui soutenaient toutes les associations d'obédience maçonnique, eurent recours à leur arme favorite : la dénonciation. Comme les juifs contrôlaient les principaux journaux, il leur fut aisé de débaucher les chefs du nouveau Klan. Attaqués dans leur probité, dans leur honneur, dans leur moralité, ceux-ci ne purent plus entendre leur défense. Ils par firent en ridiculisant — ce qui n'était pas très difficile — l'institution tout entière, en mettant l'accent sur son rituel puéril, en assénant ses pratiques aux traditions les plus odieusement médiévales de l'inquisition.

Le Klan de l'après-guerre avait eu une brève existence. Il disparut presque aussi vite. Ainsi s'évanouissaient ses promesses d'un fascisme américain.

Pendant un temps, on a pu croire que le père Coughlin, le **radio priest**, allait coaliser tous les adversaires du judaïsme. Ce sympathique ecclésiastique s'était trouvé une place exceptionnelle dans la vie politique américaine. Chaque semaine, il haranguait sur toutes les longueurs d'ondes des millions d'auditeurs. Et ce qu'il disait n'était pas dénué de sens. Il dénonçait le capitalisme et le marxisme avec une fougue de véritable fasciste, il invoquait l'encyclique de Léon XIII pour justifier l'édification d'un État nouveau où régnerait la justice sociale et, sans



Le père Coughlin

attaquer ouvertement la démocratie, il laissait entendre qu'il se consacrait fort bien de sa disposition.

Au début, lorsque on ne pouvait encore juger Roosevelt que sur ses promesses, le père Coughlin avait soutenu de toute son éloquence le candidat démocrate. Mais, dès 1934, le **radio priest** s'aperçut que le président trahissait la cause des humbles, qu'il livrait le pays aux juifs, qu'il menait l'Amérique à la guerre. Il rompit avec le Maison Blanche et il se mit à la tête de la « Ligue Nationale pour la justice sociale ». En 1935, le père Coughlin dénonça pour la première fois devant le micro l'action des « banquiers internationaux », les Rothschild, les Warburg, les Loeb, les Seligman, les Kuhn, les Loeb, les Warburg, les Rothschild. Le mot juif n'était pas prononcé mais on ne s'y trompa point et les rabbins de New-York se dressèrent immédiatement pour accuser Coughlin de promouvoir des « haines de races ». Procédé classique. Dès qu'on met le pied sur un véritable juif, qu'il s'agisse de Dreyfus, de Starvinsky ou de Blum, tous les juifs hurlent en chœur qu'on les attaque injustement. Ils sont aussitôt solidaires du moins défendable d'être eux.

Puis, le père Coughlin devint de plus en plus précis dans ses accusations, il se mit à appeler de plus en plus les choses par leur nom. Il voyait venir la guerre et avec beaucoup de clairvoyance il en distinguait les causes. Avec une énergie sans cesse accrue, il adjurait ses compatriotes de ne pas se laisser glisser vers la catastrophe.

« Je crains plus une armée de dix millions de chômeurs chez nous qu'une armée de dix millions d'ennemis au delà des flots, proclamait-il le 9 janvier 1939. Je crains plus les conséquences de la misère de vingt millions de personnes vivant au-dessous du standard de vie américain que les forces combinées des dictateurs d'Europe... Comme Wilson, Roosevelt nous entraîne à la guerre, avec les mêmes méthodes, pour les mêmes raisons... »

Et le 29 janvier 1939, le père Coughlin donnait tout son sens à la trinité des bellâces :

« Que les juifs prennent donc position contre le communisme ! Qu'ils l'osent ! C'est le seul moyen qu'ils ont de prouver leur amoralité ! Mais ils ne s'en prennent qu'aux nazis et aux fascistes, sans prétendre qu'il s'agit de doctrines « étrangères » et qu'ils sont trop « américains » pour les accepter. Ils se gardent bien, par contre, de toucher au bolchevisme qui est tout de même — et les mots ont encore

un sens — une doctrine étrangère !. Mieux, ils font tout pour que des soldats américains soient appelés un jour à mourir aux côtés des bolcheviks dans la croisade juive contre les pays totalitaires... »

Pourquoi le père Coughlin qui voyait si clairement les choses n'a-t-il pas mieux réussi ? D'abord son catholicisme éloignait de lui la plupart des protestants qui entraient aux Etats-Unis le vieux préjugé antipapiste des premiers puritains. Et puis, l'homme avait ses défauts. Il y avait dans ce personnage débordant des meilleures intentions du monde un je ne sais quoi qui empêchait qu'on le prit trop au sérieux : trop d'attitudes théâtrales, trop de phrases formées, pas cause de constance dans sa doctrine.

D'ailleurs, les Juifs ne lui laissent pas le temps de pousser l'expérience bien loin. Dès qu'il se mit à dénoncer l'influence d'Israël et à trahir que les Juifs voulaient la guerre, les uns après les autres, comme par enchantement, les stations de radiodiffusion lui retirèrent leurs micros. Chassés des ondes, le père Coughlin était réduit à l'impuissance. On lui donna le coup de grâce dès le début des hostilités en l'inculpant de haute trahison, en l'accusant d'être vendu à l'Allemagne. Un vieux truc juif qui réussit toujours.

Quant aux autres adversaires du judaïsme, ils étaient, eux aussi, condamnés au silence. Certes, de nombreux Américains déplorèrent la dictature juive, des clubs et même des universités instaurant soucieusement une sorte de *numerus clausus*. Mais du moment que ces initiatives étaient isolées, elles n'inquiétaient guère la Inba. Ce que l'on ne pouvait pas tolérer, c'était l'expression publique de la révolte aryenne. M. Léon de Poncin cria dans *La Mystérieuse international juive*, le texte d'une lettre envoyée le 13 décembre 1933 par l'*Anti Defamation League* de Chicago aux rédacteurs en chef des journaux américains :

« *Scoundrels and Sons* viennent de publier un livre de Madison Grant intitulé « *La Conquête du Continent* ». Il est extrêmement hostile aux intérêts du judaïsme.

« Nous avons intérêt à élargir la vente de ce livre. Nous croyons obtenir au mieux le résultat en ne nous laissant pas entrainer à lui faire de la publicité. Tout commentaire ou critique publique d'un livre de ce genre attire sur lui l'attention de beaucoup de gens qui, sans cela, en ignorent l'existence. Il en résulte un accroissement de vente. Mais il y aura de discussions sur ce livre, plus la vente en sera réduite.

« En conséquence, nous faisons appel à vous pour éviter tout commentaire de ce livre qui sera soumis tôt ou tard à votre attention. Nous sommes convaincus qu'une obéissance générale à cette ligne de conduite servira d'avantage aux éditeurs et les empêchera de renouveler pareille aventure. »

Cue faire contre une conspiration du silence aussi nerveusement organisée ? Dans un pays où le moindre journal est imprimé sur cinquante pages, le leader antisémite James Truse, fondateur de l'*America First Incorporated*, en élan réduit, avant la guerre, à envoyer à ses partisans un bulletin hebdomadaire camouflé, qui s'appelait la *mission*. En septembre 1934, James Truse avait réuni les souscripteurs de 400 industriels qui s'étaient engagés à lui verser 200.000 dollars pour fonder un journal. M. Roosevelt ayant eu vent de l'histoire, menaça les souscripteurs de les mettre sur les listes noires du gouvernement. L'argent fut retiré et

James Truse dut se débrouiller seul, rédiger ses bulletins dans sa chambre et les tirer avec un matériel de conspirateur. Ce qui n'empêchait d'ailleurs pas les platoniciens juifs d'accuser James Truse d'être vendu à l'Allemagne !

Ainsi, aucune opposition possible. Une propagande belléciste dont Roosevelt et les grands Juifs se sont réservés le monopole, qui étouffe toutes les velléités de résistance, qui fait taire toutes les voix discordantes. Lindbergh revient d'Allemagne en 1938 convaincu de la supériorité aryenne du Reich. On le chassa d'abord de la *Lindbergh Air Line* qui disparaît et lorsque, en 1939, le héros national prend résolument la tête de la croisade antijudaïque, on le couvre des invectives les plus ignobles, on met en question son courage, son intelligence, on prohibe le vainqueur de l'Atlantique n'est plus qu'un « vendu », le chef de la « cinquième colonne ». De nombreux publicistes juifs tout aussi vifs que les gangsters qui lui ont assassiné son fils, s'acharnent à le déshonorer. On a vu, d'ailleurs, que les efforts de Lindbergh s'étaient dépensés en vain. Entre un héros aryen et le clan juif, aux Etats-Unis, la partie n'est pas égale.

Un autre personnage, moins célèbre, mais tout aussi sympathique, s'est aussi les reins dans la même entreprise, le général George von Horn Moseley. Ce militaire avait eu l'imprudence de dénoncer le complot belléciste. Il fut aussitôt convoqué devant la Commission d'enquête parlementaire présidée par le congrèsiste Dies dont le but était de faire la « lumière » sur l'activité des fascistes et des nazis aux Etats-Unis. Le 29 septembre 1938, le général Moseley se transforma d'ancien en accusateur et ses réquisitoires fut jugé si convaincant que la Commission refusa de l'insérer dans son procès-verbal. Moseley fut obligé de l'imprimer à ses frais et de l'envoyer à ses rares amis.

Le général recevait tout d'abord qu'un début, lorsqu'il s'acharnait de parler des Juifs, on lui laissait dire tout ce qu'il voulait, mais que le jour même où, dans un discours, il fit allusion à la race édue, il reçut une invitation de Louis L. Strauss, de la banque Kuhn, Loeb and Co, qui lui demandait un rendez-vous « amical ». Strauss l'assura qu'ils pourraient facilement « s'entendre ». Moseley refusa tout net. Dès lors, il ne put plus publier un seul article ni prononcer un seul discours. Il était mis à l'index par la toute-puissante censure juive.

Et Moseley d'ajouter :

« C'est une bien grande erreur stratégique que de s'acharner à ne s'entendre avec nos lointains voisins, ni du côté de l'Atlantique, ni du côté du Pacifique... L'Amérique cherche une dangereuse querelle à l'Allemagne... l'ai maie fils, le ne veux pas qu'ils aillent mourir pour satisfaire les passions idéologiques de M. Roosevelt. » Le général Butler s'écria, le 11 mars 1939 : « Si tout se laisse tous les vingt ans pour la démocratie, pourquoi diable conservera-t-on la démocratie ? »

A la veille de la guerre, les Juifs avaient brisé toutes les résistances, ils avaient fait le vide devant eux. Certes, les Américains n'étaient pas très chauds pour aller au combat, mais alors que les bellécistes étaient solidement organisés et maîtres du pays, le parti de la paix était décapité, sans chef ni doctrine, condamné à l'impuissance la plus complète.

P.-A. COUSTEAU.

DISTRIBUTION DE TRACTS

Ceux de nos Amis qui peuvent nous aider dans la diffusion des tracts sont priés de vouloir bien se présenter à nos bureaux.

Nous prions nos Amis dont la cotisation annuelle est arrivée à expiration, de vouloir bien la renouveler.

Une lettre leur a été adressée à cet effet. Nous comptons qu'ils auront à cœur de nous épargner des frais d'encaissement par poste.

TRUCS ET ROUERIES JUIVES POUR TOURNER LA LOI

Les Juifs excellent dans cet art qui consiste à se camoufler, à tel point que, pour dépiquer leurs petites combines, il a fallu créer une police spéciale des questions juives, chargée d'y mettre un frein et d'appréhender au besoin les délinquants.

Il convient de reconnaître que les services de cet organisme si important fonctionnent au mieux des intérêts de la collectivité nationale, et qu'à tous les échelons, son personnel d'élite fait simplement et amoureusement tout son devoir.

Je me garderai bien de dévoiler les conditions dans lesquelles s'opère cette police spéciale, préférant mettre nos lecteurs au courant de quelques hercules ou roueries adoptées généralement par les Juifs, soit pour camoufler leur activité, soit pour organiser une identité par trop judaïsante.

Les exemples qui seront donnés dans chaque cahier jaune émanent de l'autorité officielle et sont, dans la majeure partie des cas, imprimés dans les colonnes de nos quotidiens.

Avant cependant que de lister quelques-uns de ces plus fameux exemples au truquage, il importe d'examiner ensemble la mobilité des patronymes juifs.

Si tous les Juifs s'appelaient Bloch ou Lévy, aucun entraînement spécial se serait nécessaire, pas plus qu'une police spéciale.

Malheureusement, Israël triche, il change de nom, et s'attribue fréquemment un prénom aryen. Le tour serait joué si les Juifs s'étaient tenus, à présent, de produire une carte d'identité sur laquelle un cachet rouge indique l'appartenance à la race hébraïque.

Nombreux sont les Juifs qui se plient à ces mesures et partant cherchent par des trébuchements plus ou moins habiles à se faire nommer Dupont ou Durand, comme tout le monde.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, d'ailleurs, que les Juifs sont experts dans cette mobilité des patronymes. Dès 1248, à Paris, un Juif avait trouvé moyen de se faire appeler Duran. Mieux, voici des exemples tirés d'une étude que nous avons sous les yeux.

Chaque convenant qu'Abraham est un Séthwa, examiner ses dérivés, Abrazavet, Abrazavess, Abrazawitt, dont le sémite s'estompe derrière des nationalités différentes.

Par ailleurs, on va fort bien de Harnas à Aron, en passant par différentes voies de garage, telles que Arthon et Aarons, Aras, Haras, Aren, Aréa, Arone, Aroux, Arout, Arroux, ou si s'est rien.

En effet, admettons ces noms issus des péchidents, Acondel, Arolian, Aronov, Aroswici, Aroshberg, Aroefras, Aronson, Arostan, etc., et nous n'en sommes qu'au début de la lettre A.

Dans certains noms, il est extrêmement difficile pour les nos initiés de déceler l'origine juive, car, parmi de tels noms, il en est qui appartiennent, nous nous empressons de le dire, à d'authentiques aryens. Gomer se transforme en Gornes et Sabathu en Sabatier, de même que Haber devient Hébert ; par une même opération Gallim et Burch deviennent Gall et Bares, et passent masquée !

Nous pourrions étendre notre liste indéfiniment ; nous avons

seulement voulu vous donner un premier aperçu des difficultés constantes, lorsqu'il s'agit de rechercher dans des patronymes l'existence d'Israël.

Plus que jamais, à présent que nous pratiquons en France l'auto-défense contre lui, le Juif possédant un nom respectable après quelque étude cherchée, par tous les moyens, à se faire attribuer la nationalité française ; grâce à des complaisances regrettables, rares heureusement, ou à une interprétation erronée de la loi, il y parvient quelquefois. Cependant, presque toujours ses plans sont éventés par la police ; en voici un exemple :

Le Juif Elie Cohen, dans le but de se soustraire à toute question embarrassante, émanant de la police française, désirait entrer en relations avec une personnalité influente, susceptible de lui procurer, moyennant finances, la carte d'identité française.

Ce fut un Français, M. Magloire Lefèvre, 33 ans, né à Port-au-Prince, et consul de Haïti, en Espagne, qui se chargea de mener l'affaire à bien, moyennant 40.000 francs, dont 20.000 comptant.

Il fut aidé dans sa tâche par une Russe naturalisée, et l'opération fut exécutée de point en point, ainsi que les divers compléments en avaient décidé.

Cependant, les inspecteurs de la police spéciale s'attendaient ; ils s'élevèrent aussitôt pour à confondre le trio, qui fut envoyé au dépôt.

Georges JACQUEL.

Du ghetto à la correctionnelle

Le 21 novembre 1941. Les Juifs Zalus et Grumborg font parler d'eux dans la banlieue de Paris et sont arrêtés par les services de police économique pour trafic de cartes d'alimentation distribuées à Fontenay.

Le 7^e décembre, plusieurs Juifs sont arrêtés par la police économique pour vente de 4.000 kilos de laine à 414 francs le kilo ; l'un d'eux, Marcel Wolff, comptable, principal adepte de ce marché noir, est envoyé au dépôt.

13 décembre 1941. Béatrice Krill, 28 ans, et Jacques Kolson, 79 ans, Juifs, sont arrêtés pour trafic divers de titres et de valeurs.

10 janvier 1942. Le Juif Marcel Harnoux, 32 ans, rue du Jourdain, et Achille Roussel, 51 ans, Juif, rue Vélis, sont envoyés au dépôt pour recel et vente de vêtements volés dans une mine de la rue Frédéric-Lemaître.

29 janvier 1942. Plusieurs Juifs sont incriminés de la vente de lots de cartes valant aux Enluminés Comtes. Ce sont : Goldberg, Feder, Soudry, Masch, domiciliés tous à Paris qu'en banlieue ; le montant des marchandises dérobées dépasse 100.000 francs. Ces Juifs sont envoyés au dépôt.

LA VIE DE L'INSTITUT L'EXPOSITION LE JUIF ET LA FRANCE A BORDEAUX



La foule devant l'Exposition



L'Hôtel de Ville de Bordeaux et le cinéma de l'Exposition

Notre Exposition s'est tenue dans la capitale bordelaise du 28 mars au 11 mai.

De même qu'au Palais Berlitz, son succès a été très grand. La population bordelaise nous a prouvé, par son assiduité à nos conférences et par ses encouragements répétés, combien elle appréciait notre initiative.

Le cinquantième mille visiteurs avait été atteint le 25 avril, moins d'un mois après l'ouverture.

Nous avons cité sur solennité et en ville visiteurs. Si l'on tient compte que Bordeaux et sa banlieue comptent environ trois cent mille habitants, on constate que plus de vingt pour cent de la population a visité l'Exposition.

La cérémonie donnée en l'honneur du cinquante milleième visiteur a été l'occasion de remettre à dix femmes de prisonnières une somme de mille francs à chacune, somme perçue sur les recettes de l'Exposition. Un peu de bonheur est entré dans dix foyers déshérités.

Nous ne saurions terminer ce bref exposé sans remercier toutes les autorités de l'appui bienveillant qu'elles nous ont prêté, particulièrement M. Adrien Marquet, maire de Bordeaux, et M. Coustot, député général de la Gironde.

Merci également de tout cœur à la population bordelaise pour son sympathique accueil.

Merci aussi à tous nos amis de l'Institut des Etudes Juives de Bordeaux, dont les talents de conférenciers ont été vivement appréciés du public. Dans l'impossibilité de les nommer tous, nous nous bornons à citer :

M^r Henri Labrousse, président des Etudes Juives de Bordeaux ;

M. André Chasnet, vice-président de l'Association des journalistes antijuifs ;

Mlle Jeanne Dolan, avocat à la Cour de Bordeaux ;

M. le docteur Roques, etc., etc.



Le bolchevisme ET LES OUVRIERS

Dans le manifeste qu'il publiait à Londres en 1847, le théoricien juel du communisme, Karl Marx, écrivait en matière d'introduction que « l'histoire de notre société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes ». Et, après avoir tiré de cette constatation la substance même de sa doctrine, il concluait par cet appel aux ouvriers du monde entier : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous. »

Mais ne discuterons pas ici de l'erreur fondamentale ou de la fourberie politique que constitue l'attribution de la lutte des classes au principe doctrinal. Ce que nous pouvons dire cependant, c'est que, faisant abstraction de tout phénomène qui touche au facteur humain, cette doctrine porte en elle la marque judiciaire qui en fait au premier chef le plus grand monument antiscial qui se puisse concevoir.

Pratiquement, c'est l'évolution même du régime capitaliste libéral et tout ce qu'il comporte d'égale pour les détenteurs des moyens de production qui ont permis à la démocratie consumériste de pénétrer aussi profondément que nous l'avons constaté dans la grande masse des ouvriers. Et nous ajoutons que c'est dans la concentration industrielle, ainsi bien que dans le regroupement des travailleurs qu'elle nécessite dans une même entreprise, que les démagogues marxistes ont trouvé le terrain le plus propice à l'extension de leur doctrine et à l'action des prolétaires — péroratoire par Marx lui-même.

Ainsi, c'est à l'usine, dans les grandes entreprises — en particulier, et dans les grandes administrations publiques de l'Etat, que le Parti communiste avait établi en France son terrain de prédilection.

Politiquement, l'attitude des dirigeants bolcheviques pour s'emparer de la classe ouvrière a toujours été de déformer la doctrine au profit de « l'action revendicative » souvent très justifiée des travailleurs. Le servit d'une cause très juste en soi pour faire aboutir une doctrine dont la seule évocation ne pouvait que susciter la répugnance des masses, telle a toujours été — surtout depuis 1934 — la tactique tout malicieuse qu'adoptent des agents de Moscou dans notre pays.

Mais, face aux tacticiens de la BP Internationale, se dressait, en France, la présence d'un vieux mouvement ouvrier qu'il fallait vaincre à tout prix. Avec tous ses défauts, la vieille C. G. T. était l'obstacle le plus important qu'il fallait abattre et c'est ce qui explique avec quel acharnement les « Franchises » communistes dans les syndicats se sont efforcées — pour y réussir comme chacun sait — à

s'emparer des leviers de commande de la Confédération Générale du Travail à tous les débats.

A la base, c'est à travers les sections syndicales d'usines que le Parti communiste a pu réaliser la conquête des ouvriers.

Dans les entreprises, tout membre de la cellule bolchevique devait obligatoirement être adhérent à la section syndicale cégétiste. Là, sans évoquer notre meurtre ses conceptions politiques, en les cachant même, il devait se montrer avant tout le plus actif défenseur des « revendications immédiates », capter la confiance des ouvriers et, à force de démagogie, se faire désigner secrétaire ou membre du Bureau de la Section syndicale. C'est ainsi que petit à petit, en s'emparant de ses organismes légaux, dès 1936, le Parti de Moscou a pu réussir à faire de la classe ouvrière l'instrument de son meurtre désagrégeant.

Il n'est pas trop tard pour tirer de ces enseignements toute la leçon qu'ils comportent.

A la base des mouvements sociaux que nous avons connus avant la guerre, il y avait, ne l'oublions pas, d'une part l'égale capitaliste et, d'autre part, le démagogue marxiste. De ces heurts inhérents à un régime démocratique arrivé à son stade de désintégration sociale le plus avancé, devait résulter le principe de la Révolution Nationale et Sociale.

A moins de sombrer dans le chaos, il reste à faire de ce principe une réalité vivante. Or, si nous considérons que les travailleurs constituent un des éléments essentiels de cette Révolution Nationale, c'est vers l'usine avant tout qu'un véritable gouvernement révolutionnaire doit tourner ses regards et diriger ses efforts.

Trompés et abusés par la démagogie judéo-marxiste et communiste, peu confiants dans les promesses qu'on leur fait depuis ce jour et dont ils se voient pas, hélas, le moindre commencement de réalisation, les ouvriers, dans la grande masse, ne se rendent pas compte de ce que représente pour eux la Révolution Nationale. Il leur faut faire comprendre.

Pour cela, il suffit de leur démontrer dans les faits qu'ils ne servent plus dans l'usine un instrument d'exploitation, mais des collaborateurs qui, matériellement, moralement et socialement participeront directement à la marche de leurs entreprises. C'est là, qu'on le veuille ou non, la condition « sine qua non » du succès de la Révolution Nationale. C'est aussi, dès à présent, le moyen le plus sûr de faire la communion sur son terrain de prédilection.

ROGER MATEO.

*Pour connaître à fond ce qui se passe
Pour avoir sur les problèmes actuels une
étonnante documentation*

LISEZ : **"NOTRE COMBAT"**
POUR LA NOUVELLE FRANCE SOCIALISTE

En vente partout : le numéro 3 francs.



CHRONIQUE LITTÉRAIRE

LES SOVIETS, CHAMP D'EXPÉRIENCE D'ISRAËL. JEAN DRAULT ET « LA LIBRE PAROLE ». PHILOSOPHIE DE L'ANTIJUDAÏSME. PROPHÉTIES DE VOLTAIRE.

U. R. S. S., ENTREPRISE JUIVE

Selon que vous aimez... Juif ou non-Juif, vous serez saisi par un mélange de Paradoxe des Soviets. Nous nous en doutions, mais André Chénouet et Michel Meyne nous le prouvent dans *Le Sédit Juif*, signé, qui paraît dans la collection des « Documents contemporains ».

C'est, avant tout, un livre documenté, mais il n'a pas la sécheresse d'un simple document. Chénouet et Meyne ont voulu rester objectifs, mais il y a des moments où l'objectivité elle-même doit reculer de sa réserve devant l'horreur de certains péchés.

Le livre découvre la terrible escouade bolchevique. Il la suit, depuis la grande jusqu'aux poignées de l'effondrement actuel. En fait Chénouet et Meyne se comprennent mieux par ce qui est effondrement était inséparable.

Le bolchevisme, c'était avant tout une entreprise juive, menée par des Juifs, peut servir le symbole de la révolution universelle juive. Voilà, côté par Chénouet et Meyne — et nous le résumons, au moyen de documents inépuisables — les banquiers qui financèrent l'expérimentation. Tous sont Juifs. Voici les commissaires du peuple : 40 Juifs sur 60. Voici les membres du Parti, tous Juifs, demi-Juifs ou juifs. Voici le gouvernement : Trotski, Staline qui n'est qu'un instrument aux ordres de Juif Kaganovitch. L'armée rouge, les constructions navales, l'organisation, les forces, les matériaux de construction sont aux mains des Juifs et, dans la confusion, les banquiers juifs, les trusts juifs et la ploutocratie juive tentent les frères des Juifs qui ne peuvent pas le bonner et les massacrer en grande série.

UN COMPAGNON DE DRUMONT

Combattre le bolchevisme, c'est avant tout lutter contre le pré-Juif. Le bolchevisme pour

tant être considéré comme le dernier incarnation d'Hérel, tout mouvement antijudaïque s'inscrit fatalement dans l'histoire de l'anti-judaïsme.

Cette histoire, le vaillant compagnon de Drumont, Jean Drault, la publie aux éditions C. L. C'est un livre fortement documenté, lui aussi, écrit par un écrivain qui connaît déjà des livres au fur et à mesure du développement de la France, au moment de l'affaire Dreyfus. Et cette histoire est vieille comme... les Juifs, puisque Jean Drault nous prouve que, partout où il y a eu des Juifs, et dans tous les temps, leurs manœuvres, leur noire et leurs crimes ont été les mêmes, les mêmes populations devinées les esclaves d'Hérel. Pour beaucoup de gens, ce livre sera une révélation.

Nous ne quitterons pas Jean Drault sans avoir mentionné la prisonnière, publiée par le Centre d'Action et de documentation antijudaïque à l'initiative du cinquantenaire de *La Libre Parole*. Drumont, fondateur du célèbre journal antijuif, y écrit, entouré de ses principaux collaborateurs, parmi lesquels figurent, en premier rang : Jean Drault et Lucien Fournier, Henry Cottin, qui fut également directeur de *La Libre Parole* de 1910 à 1920, et Jacques Flageolet et Paul Lafitte, ses collaborateurs, tous qui, pour cette grande occasion et sous la plume de Juifs, jettent le cri d'alarme contre Israël envahissant, ont retrouvé leurs souvenirs d'il y a dix ans. Il est certain que si la France avait alors écouté la voix des anti-Juifs, bien des malheurs lui auraient été épargnés.

QUELQUES ARGUMENTS CONSTRUCTIFS

Jean Drault nous montre l'histoire de l'anti-judaïsme Louis Thénault, dans son livre *Les raisons de l'anti-judaïsme* (« Les Documents contemporains »), fait appel à la philosophie.

C'est pour constater, lui aussi, que les principales actions de l'anti-judaïsme furent les Juifs. L'anti-judaïsme juif, l'orgueil de la race qui se dit élue, les appétits matériels et la race destructrice d'Hérel, toutes ces raisons ont rendu les Juifs insupportables.

On peut ne pas admettre les conclusions de Louis Thénault qui envisage, après la guerre, la constitution d'un État juif en Gaule. Nous ne le remercions pas sur ce terrain, mais il a eu le bon sens de faire œuvre constructive. Il a envisagé le problème sous un angle nouveau, et certains arguments de son livre : la défense de la race, l'antériorité de Thénault, sont autant de points qui doivent nous permettre de connaître mieux encore le pré-Juif et de nous prémunir contre ces terribles dangers.

VOLTAIRE ANTIJUIF

Le livre éminent d'Hérel Lohman : *Voltaire antijuif* (« Les Documents contemporains »), nous permettrait d'en dire plus, mais il est certain que la question juive n'est pas une question religieuse.

C'est généralement parce qu'il n'est pas philosophe que, pendant cinquante ans, dans des milliers de pages, avec une logique implacable, d'un ton agacé, comme il le dit lui-même, avec une verve étourdissante et des armes empruntées à leurs propres archives, Voltaire a mené contre les Juifs la croisade du bon sens, de la morale et de l'humanité.

Ces pages, Hérel Lohman nous les restitue. Il les commente judicieusement et le livre se lit vraiment avec autant d'intérêt qu'un roman.

Un roman philosophique. Écoutez Voltaire : « Si la Constitution ne les avait pas des États-Unis, en moins d'un siècle leur flût existerait le pays... Il disparaîtrait. »

Doublez vos philosophes au moins par ?

LE ROUSSEAU.

POUR PARAÎTRE FIN JUIN — LÉON DE PONCINS

ISRAËL, Destructeur d'Empires

DOCUMENT DE 1899

UN VOLUME IN-16. AU PRIX DE ... 21 Fr.
MERCYRE DE FRANCE, 26, rue de Condé — PARIS (6^e)

ABONNEZ-VOUS...

Nous faisons un nouveau et pressant appel à tous nos Amis pour qu'ils souscrivent un abonnement. Nous ne pourrions pas continuer le service gratuit; il est indispensable que tous nos Amis sans exception soient abonnés s'ils veulent que la liaison entre eux et l'Institut continue à être assurée.

— Aidez notre action en vous abonnant et en faisant abonner vos amis —

Détachez ou recopiez la formule suivante et adressez-la à :

L'Institut d'études des Questions Juives, 21, rue La Boétie, Paris-8^e. Tél. Anj. 94-66 et Anj. 95-87

Je soussigné _____

demeurant à _____

déclare souscrire un abonnement de _____ un an
à _____ 6 mois

à la revue mensuelle " **LE CAHIER JAUNE** " et payer pour cet abonnement la somme

de _____

A _____, le _____

Signature de l'Abonné :

Un an 30 francs.
Six mois 16 —

Abonnement de propagande 30 francs.
Abonnement de soutien 100 —

Compte Chèque postal: 822448, Paris 8330-13.

" LA QUESTION JUIVE EN FRANCE ET DANS LE MONDE "

REVUE MENSUELLE DE DOCUMENTATION

DE

L'INSTITUT D'ÉTUDE DES QUESTIONS JUIVES

EN VENTE PARTOUT : 10 FRANCS

Abonnements

1 an 100 Fr.

6 mois 50 Fr.

Nous apprenons que l'Exposition internationale

" Le BOLCHEVISME contre l'EUROPE "

va se tenir sous peu à Lille.

Imprimerie spéciale de l'Institut des Questions Juives
21, rue La Boétie

Le Gérant : Paul SEZILLE

Dans un décor agréable,

LA VIE NOUVELLE

Exposition de la FRANCE EUROPÉENNE
au GRAND PALAIS,

tout en constituant une remarquable leçon d'histoire, vous montrera
ce que sera la vie nouvelle dans le cadre de la communauté
européenne, débarrassée des éléments nocifs et dissolvants que
vous ont montrés les deux dernières Expositions :

"LE JUIF et la FRANCE"

et "LE BOLCHEVISME contre l'EUROPE"

Le N° 3 fr.